

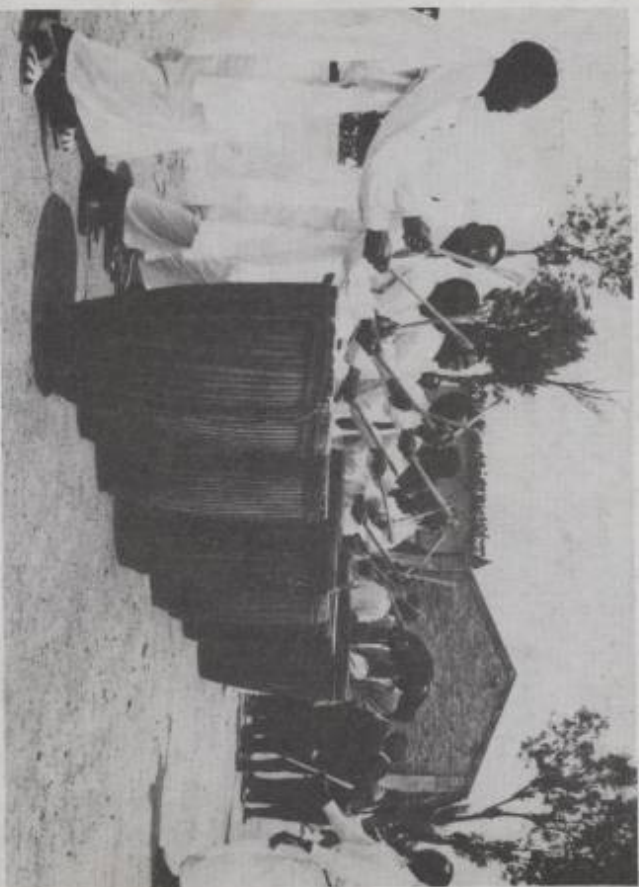


Photo: Jean Griet

« Une bonne et heureuse année se façonne au fil des jours par le travail de nos mains et un dialogue créateur. »

SOMMAIRE

Editorial: Bonne et Heureuse Année 3

Développement et formation:

T. Karewa: Qu'est-ce que l'Inades-Formation-Rwanda?	5
R. Eplicum: Entretien avec le Directeur de l'IFR ...	8
M. Nsibimana: Pour une utilisation rationnelle de l'énergie	23
J. Ntamuhungiro: Les CERAI	39
H. Hoser: L'action familiale	45
J. Vallinajo: Formation par l'action	54

Eglise d'ici et d'ailleurs:

J. B. Gahamanyi: Deuxième Lettre Pastorale sur les événements de Kibeho	60
J. P. Godding: Kibeho: un appel à la confiance pour le ... développement?	69
Dialogue: Burundi: Tension Eglise Catholique — Etat?	77
Missi: Inde: Treize évêques incognito parmi les pauvres	82
R. Delporte: La croix, le livre et la charrie	84
E. Ntakirutimana: La vie religieuse en Afrique s'interroge	92

Carnet: Septembre — Octobre 1986 101

A travers livres et revues:

A. Dejemeppe: «A la Source du Nil» de Baudouin Paternostro de la Mairie	108
M. Donnet: Il suffisait d'y penser	109

Courrier des lecteurs:

P. Musominalli: Pas convaincant!	110
--	-----

DIALOGUE

DIALOGUE N° 120

Janvier - Février 1987

ONT COLLABORE A CE NUMERO

Yvon POMERLEAU, Dominicain, de la Revue DIALOGUE, Kigali
Timothée KARERA, Etudiant à l'U.N.R., Faculté des Sciences Agronomiques, Butare

Richard ERPICUM, Jésuite, Directeur de l'Inades-Formation-Rwanda, Kigali

Marcel NSABIMANA, Dr ès Sciences, U.N.R.-C.E.A.E.R., Campus de Butare

Joseph NTAMAHUNGIRO, Journaliste, Revue DIALOGUE, Kigali

Henri HOSER, Prêtre Pallotin, Docteur en médecine, Kigali

Joaquim VALLMAJO, Père Blanc, Paroisse Nyagahanga, Byumba

Jean-Baptiste GAHAMANYI, Evêque du Diocèse de Butare

Jean-Pierre GODDING, Conseiller à la Préfecture de Gisenyi

Raymond DELPORTE, Père Blanc, Monastère de Kasanza-Kikwit, Zaïre

Emmanuel NTAKARUTIMANA, Dominicain, Butumbura, Burundi

Arthur DEJEUMEPE, Père Blanc, Paroisse Rushaki, Byumba

Michel DONNET, Prêtre Fidel Donum, Paroisse Sainte Famille, Kigali

Paulin MUSOMINALI, Pasteur, Eglise Episcopale du Rwanda, Hanika, Cyangugu

EDITEUR:

A.S.B.L. — DIALOGUE B.P. 572 TEL. 41 78 KIGALI/RWANDA

REDACTION: Yvon POMERLEAU et Joseph NTAMAHU-NGIRO

COMITE DE REDACTION:

BAGAMBIKI Zéphyrin — BAGARAGAZA Thaddée —
DONNET Michel — FUNGA François — GAKWAYA
Straton — HITIMANA Déogratias — KAMEYA André —
MUGESERA Antoine — MUNYAMBARAGA Narcisse —
MUNYARUGERERO François-Xavier — MUSTY Guy —
NGIRABACU Jean-Baptiste — NTAVYOHANYUMA Pie —
THEUNIS Guy — UBONABENSHI Odette

PROMOTION: RUKANGIRA Ernest

SECRETAIRE-DACTYLOGRAPHIE: KAMANGO T.

KIPHARMA

- Produits pharmaceutiques, vaccins et sérums;
- Produits de beauté;
- Médicaments et vaccins vétérinaires;
- Instruments et accessoires chirurgicaux;
- Microscopes et appareils scientifiques;
- Réactifs et verrerie de laboratoire;
- Produits chimiques pour l'industrie;
- Insecticides, fongicides, herbicides et «dipping liquids»;
- Pulvérisateurs et appareils pour l'agriculture et pour l'élevage.

«LA PHARMACIE DE KIGALI»
ET «SES SUCCURSALES»



Bureau Régional

OXFAM REQUIRES REGIONAL REPRESENTATIVE FOR RWANDA/ BURUNDI/KIVU

Our current Regional Representative, based in Kigali, finishes in May 1987 and we would like to find his successor early in the new year.

OXFAM supports a complex and varied program in the Region in partnership with a broad range of organisations and associations involved in a wide spectrum of development activities including primary health care, agriculture, work with the disabled, training, etc.

Candidates should be educated to an university degree standard or equivalent with 3 to 5 years work experience with rural groups in primary health care, agriculture, or social development. Thorough mastery of English and French (both spoken and written) essential. Good health, valid visa and driving permit required.

This is a four-year appointment; contract to be signed with OXFAM headquarters in Oxford, R.U. Closing date is 15.01.87. Job descriptions and application forms may be obtained from the OXFAM Secretary or via B.P. 1298 Kigali. Please do not inquire by telephone.

Editorial

Bonne et Heureuse Année!

Ce qui fait qu'une année est bonne, ce sont les événements heureux qui la remplissent. Pour notre pays comme pour notre revue, l'année 1987 sera marquée par deux événements importants. Le 1er juillet, la République Rwandaise célébrera le 25ème anniversaire de son indépendance. Et c'est au mois de mars 1967 - il y a donc 20 ans - que paraissait le premier numéro de la revue *DIALOGUE*.

Un anniversaire est l'occasion non seulement de se réjouir mais aussi de faire le point. Évaluer les actions réalisées dans le passé est la meilleure garantie pour définir un avenir meilleur. Au cours de cette année 1987, *DIALOGUE* continuera à lire l'actualité rwandaise, à réfléchir sur divers problèmes auxquels est confronté le pays et à identifier des réalisations significatives pour un mieux-être du Rwandais. Les contributions de ce premier numéro de l'année sont regroupées autour de deux axes majeurs : développement et formation - Église d'ici et d'ailleurs. Un problème clef pour le développement du Rwanda est celui de l'énergie. Par ailleurs, comme on l'a souvent répété, on ne peut envisager de développement véritable sans la participation de la population concernée, d'où un mini-dossier sur diverses expériences de formation à travers le pays. L'Église du Rwanda vit encore dans l'ambiance des "apparitions" de Kibeho. On pourra lire ici une prise de position officielle et découvrir le point de vue d'un observateur particulier. Un regard sur ce qui se vit dans d'autres Églises, proches ou lointaines, devrait nous interpeller. Nous avons peut-

être aussi avantage à poursuivre notre réflexion sur l'engagement de l'Eglise dans le développement et l'inculturation de la vie religieuse.

En 1987, DIALOGUE veut continuer son auto-évaluation. Une première étape est le questionnaire ci-joint. Il suffit de quelques minutes pour répondre à cette enquête, et pourtant vos réponses peuvent aider à déterminer les orientations pour les années à venir. Si vous avez le goût de jeter sur papier une réflexion plus développée sur le rôle de la presse dans ce pays, de DIALOGUE en particulier, votre contribution est bienvenue surtout à l'occasion du jubilé de notre revue. La nouvelle équipe de rédaction remercie ses prédécesseurs, pour tout ce qu'ils ont réalisé pour la promotion de DIALOGUE et compte toujours sur leur collaboration. Un merci spécial au Père Guy MUSY qui a assumé avec beaucoup de dynamisme et de créativité la tâche de secrétaire de rédaction pendant les dernières années !

Une bonne année ne vient pas uniquement d'événements heureux tombés du ciel mais davantage de ceux que nous faisons au fil des jours par le travail de nos mains et un dialogue créateur.

BONNE ET HEUREUSE ANNEE 1987 !

Yvon FOMERLEAU

Développement et formation

L'I.F.R. : Dix ans bien remplis

A l'occasion du dixième anniversaire de l'INADES-FORMATION-RWANDA, son directeur (le Père Richard ERPICUM) et M. KAREKA Ntmothé dressent le bilan de cette institution.

Le développement rural par la formation est une action communautaire et solidaire, une coopération nord-sud et sud-sud où même le paysan illettré joue un rôle actif. Un exemple dont pourraient s'inspirer bien des ONG et des projets de développement rural.

N.D.L.R.

Qu'est-ce que l'Inades-Formation-Rwanda?



L'Institut Africain pour le Développement Economique et Social-Formation-Rwanda, en abrégé INADES-FORMATION-RWANDA (IFR) est une association rwandaise sans but lucratif, non confessionnelle et non gouvernementale. Elle doit son origine au Centre International africain de formation qui, à partir du siège Abidjan, travaille dans 18 pays africains dont le Rwanda.

Au Rwanda, INADES-FORMATION existe comme une association depuis 1976. L'IFR a donc 10 ans.

L'objectif de cette association est de contribuer au développement du Rwanda par des activités de formation en donnant priorité au monde rural.

La principale activité d'IFR est la formation des paysans et de leurs encadreurs (monagri, vulgarisateurs, animateurs ruraux) par des cours par correspondance qui utilisent des fascicules explicatifs et des devoirs. Ces cours sont complétés par des courtes sessions, des visites sur le terrain, des échanges. Ces méthodes "légères" de formation ont l'avantage de ne pas exiger de grandes infrastructures onéreuses ni de nombreux professeurs. Elles permettent surtout d'assurer la formation de personnes qui continuent leur travail.

La formation est adressée en priorité, non pas à des personnes isolées mais à des groupes. Elle vise à susciter dans ces groupes une réflexion en commun sur les différents thèmes traités, aboutissant finalement à une réelle mise en pratique. Car, fondamentalement, cette formation a pour souci constant de fournir aux ruraux des éléments leur permettant d'analyser leur propre situation, d'évaluer leurs moyens et les contraintes auxquelles ils ont à faire face et d'en tirer eux-mêmes des décisions qui s'imposent.

Les cours édités et diffusés jusqu'à présent traitent des problèmes de l'agriculture, de l'élevage, de la gestion, de l'animation, du développement, etc.

Le programme de cette formation est souple. Les abonnés élaborent eux-mêmes leur programme en choisissant dans les fascicules les thèmes qui les intéressent davantage. Selon leurs besoins, ils peuvent poursuivre la formation plus ou moins longtemps (un, deux, trois ans, voire plus).

Cette méthode de formation permet d'atteindre différents publics, même les paysans analphabètes

peuvent se former en se groupant autour d'un ou plusieurs lecteurs.

L'INADES-FORMATION-RWANDA collabore avec différents départements ministériels, les projets de développement et les ONG d'animation rurale.

Il se définit comme au service de ceux qui veulent un développement global de toute la population, un développement qui fasse cas des capacités de réflexion et de décision du monde rural. Bref, l'IFR voudrait être un lieu de concertation entre les différents intervenants dans le milieu rural, un relais entre la recherche et le monde paysan.

T. KARERA

LES PUBLICS D'IFR

- Les paysans : 40% des abonnements. Mais par le jeu des groupes collectifs, 70% du public touché.
- Les monteurs agricoles : 30% des abonnements (7000 abonnements environ, sur 1500 monagri dans le pays).
- Catéchistes : L'IFR assure la formation agricole à deux écoles de catéchistes : Nyumba et Ruhengeri.
- Jeunes : Huit centres de jeunes utilisent les cours INADES.
- Femmes : Environ 20% des abonnements. Mais avec le jeu des abonnements collectifs, le pourcentage doit dépasser les 35%. Les femmes s'inscrivent aux cours par le biais des centres nutritionnels, les maisons religieuses (noviciat, postulat).
- Les analphabètes : Pour atteindre ce public, deux moyens ont été mis en œuvre : la constitution des groupes collectifs et l'élaboration des suppléments dessinés.
- Les prisonniers : IFR travaille dans quatre prisons du pays.

Le Directeur de l'I.F.R.



KARERA Timothée : INADES-FORMATION-RWANDA a aujourd'hui dix ans puisqu'elle a été créée en 1976. Quelles sont les grandes réalisations qu'on peut inscrire à l'actif de cette ASBL dans sa contribution au développement économique et social du Rwanda ?

★ **ERPICUM Richard** : Il est un peu délicat de nous décerner à nous-mêmes l'appréciation de "grandes réalisations". Disons que certaines d'entre elles nous semblent significatives :

- nous avons publié en kinyarwanda tout un ensemble de textes pédagogiques sur l'agriculture, l'élevage, la vulgarisation, la gestion des groupements. C'est une sorte de "somme" pour le développement rural. Cela a demandé un effort considérable au point de vue vocabulaire kinyarwanda.
- nous avons collaboré plus récemment à l'établissement d'une méthode nationale d'alphabétisation.
- nous avons apporté et apportons un soutien pédagogique aux groupes paysans, aux projets ONG, aux grands projets, aux monagris à travers nos cours. Nous avons ainsi touché environ 20.000 personnes en dix ans.
- nous avons développé une approche pédagogique qui cherche sans cesse à s'adapter mieux aux besoins du monde rural adulte, y compris les illettrés.
- nous avons développé un réseau très complexe de collaboration car pratiquement toutes ces réalisations

sont le fruit de collaborations. Nous avons ainsi contribué à la multiplication des échanges entre tous ceux qui travaillent au développement du monde rural.



KARERA Timothée : Vous avez choisi la formation comme secteur d'activité pouvant aider le monde rural à se développer. Ce choix implique une certaine conception du développement. Quelle est votre philosophie du développement ?

★ **ERPICUM Richard** : Choisir la formation du monde rural comme champ d'action implique effectivement une idée du développement. Derrière les activités d'INADES se trouve, au fond, une triple conviction :

- le développement n'est pas seulement "matériel", mais aussi "culturel". On est "développé" quand on peut comprendre, quand on est informé, quand on peut échanger... La formation est donc essentielle au développement.
- au plan même de l'économique, il ne faut pas seulement mobiliser les énergies physiques, mais aussi tout le potentiel d'intelligence du pays, y compris des gens qui n'ont pas eu la chance d'étudier. La formation est l'investissement à long terme qui permettra le décollage agricole et économique.
- il n'y a de développement que si l'ensemble de la population y participe. Le sous-développement est souvent caractérisé par des situations inégalitaires quant aux partages du pouvoir, du savoir et des ressources. Se consacrer à la formation du monde rural, c'est promouvoir un meilleur équilibre et donc un vrai développement de tous.



Institut Africain pour le Développement Économique et Social



KARERA Timothée : D'après le rapport d'activité de tout l'INADES-FORMATION en Afrique, le Rwanda occupe une bonne position. En effet sur 18 pays africains où travaille l'INADES, le Rwanda enregistre à lui seul plus d'un tiers des abonnés au cours d'apprentissage agricole. A quoi attribuez-vous ce succès ?

★ **ERPICUM Richard :** Il est très délicat de comparer. Les situations sont différentes. Dans d'autres pays, l'INADES peut employer des moyens que nous n'utilisons pas autant : sessions, radio ... Toutefois, nous devons reconnaître que nous avons au Rwanda une situation exceptionnellement favorable :

● unité de langue. En élaborant un cours en kinyarwanda, nous pouvons donner la formation à tout le monde sans exception. D'autres pays africains ont 80 langues ou dialectes différents !

"Parmi les bureaux nationaux visités, seul le Rwanda a réussi à rejoindre les agriculteurs non lettrés".

"Au Rwanda, le développement est fortement axé sur l'autosuffisance alimentaire et l'INADES-FORMATION-RWANDA soutient à cet effort par ses activités de formation".

"Nous concluons que les activités d'IFR telles que nous les avons perçues sont bien fondées".

G. BEAULIEU & T. KELLA

● un réseau d'intervention de développement extrêmement serré : ministères, communes, ONG, projets, désignant la collaboration.

● un désir de formation très grand dans le milieu rural qui est bien conscient que pour survivre il faut changer.

● un réseau routier excellent qui rend tous les coins du pays facilement accessibles ; une poste qui fonctionne bien ; la dimension modeste du pays qui nous épargne de longs déplacements.

● une équipe extrêmement motivée qui a toujours voulu faire le maximum pour le développement rural.



KARERA Timothée : Dans le choix de vos priorités, deux populations-cibles ont été maintes fois identifiées : les groupes de paysans analphabètes et les femmes agricultrices. Pourquoi ce choix ? Quels sont les moyens pédagogiques que vous utilisez pour les atteindre ?

★ **ERPICUM Richard :** Nous pensons que la vocation d'IFR est de proposer la formation à ceux qui n'ont pas eu d'occasion d'apprendre. Les analphabètes et les femmes sont certainement les publics qui ont été les moins favorisés.

Nous pensons que les femmes ont une place extrêmement importante dans l'agriculture et que rien ne changera si on ne les implique pas. Toutefois, je pense qu'il serait encore mieux d'atteindre les familles, hommes et femmes ensemble comme le fait par exemple le projet DERN de Ruhengeri.

J'ai dit que nous avions collaboré à la production de la méthode nationale d'alphabétisation. C'est déjà important pour les illettrés. Mais nous avons mis au point une méthode d'étude en "groupes collectifs" de notre cours d'agriculture qui permet à une dizaine de personnes, réunies autour d'un ou deux lecteurs ou lectrices d'étudier le cours, d'en discuter le contenu, de faire les devoirs.

NOUVEAUX ABONNEMENTS AU CAA
PAR CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

PROFESSIONS	1983	1984	1985
Jeunes cultivateurs	10 %	7 %	10 %
Adultes cultivateurs	32 %	40 %	39 %
Total cultivateurs	42 %	47 %	49 %
Enseignants	5 %	4 %	2 %
Catéchistes	5 %	8 %	2 %
Animateurs	41 %	27 %	27 %
Total cadres	51 %	39 %	31 %
Autres	7 %	14 %	20 %

* La catégorie "Autres" représente les prisons, les formations religieuses (noviciat, postulat) et les militaires.

* Sauf la catégorie "Cadres", les deux autres catégories (Cultivateurs et Autres) ont connu un accroissement du nombre d'abonnements.

INADES-FORMATION

Ces groupes comportent souvent des femmes et débouchent plus souvent sur la pratique. Nous avons produit à leur intention des suppléments dessinés pour aider ces réunions de groupe par le support du dessin.

KARERA Timothée :



Si les paysans non-lettrés et les femmes agricultrices ont été identifiées comme une population cible prioritaire, pensez-vous un jour recruter plus de femmes que d'hommes dans le personnel ? Verrons-nous un jour des paysans siéger dans l'assemblée générale de votre association ?

★ ERPICUM Richard : Dans le personnel d'IFR, les femmes ont une place non-négligeable : chef du service pédagogique de Kigali, responsable des traductions, responsable administrative à Butare. Normalement, il y aura d'autres recrutements féminins à IFR dans l'avenir. Toutefois, vous savez les problèmes que nous rencontrons, comme tous les autres : il y a actuellement moins de femmes formées que d'hommes. Et pour une institution qui doit multiplier les sorties sur le terrain, il faut tenir compte du fait qu'une femme mariée et mère des enfants en bas âge sera parfois moins disponible. Par contre, les femmes ont plus que les hommes une meilleure perception des problèmes concrets des personnes, et en particulier des femmes rurales. On ne peut concevoir une équipe d'INADES où elles n'auraient pas un rôle important.

Quant à la question de la représentativité paysanne dans les structures d'IFR, ce serait merveilles... mais peut-être encore un idéal lointain. On pourrait rêver à faire d'IFR une espèce de coopérative mutuelle de formation permanente dirigée par les "utilisateurs". On n'en est pas encore là ! Je ne crois pas souhaitable d'introduire dans l'Assemblée Générale "le paysan de service" entouré de la gentillesse de chacun... mais sans pouvoir, devant des personnalités ayant à la fois un statut social et des capacités de gestion et de décision très fortes. Par

contre, je crois que l'Association aura intérêt à s'adjoindre plus de personnes issues du milieu rural. Par exemple un président d'une coopérative dynamique, fort de son expérience de gestion et ayant affirmé son caractère de leader. Cela serait possible et même souhaitable.



KARERA Timothée : La formation est une activité "ingrète". Elle n'est pas suivie de résultats immédiatement. Pendant ces dix ans, avez-vous procédé régulièrement à des évaluations d'impact et vérifié sur le terrain pour voir si le transfert de connaissances a été suivi de mise en pratique ? Si oui quelles sont vos conclusions ?

★ **ERPICUM Richard :** Vous avez bien dit qu'il était difficile d'évaluer l'impact d'une formation. On peut contrôler l'acquisition d'un savoir théorique ou pratique ... L'utilisation effective du savoir acquis est très difficile à évaluer pour nous, comme pour un ministère.

"Sans conteste INADES-FORMATION-RWANDA atteint largement les objectifs fondamentaux d'INADES-FORMATION et ce à des coûts extrêmement bas".

F. WILLOT
Consultant en sciences
sociales du développement

Toutefois, nous l'avons fait à différentes reprises : sessions, visites et une évaluation plus systématique en 1983.

De cela, il ressort que le meilleur évaluateur, c'est le bénéficiaire lui-même. Nous avons demandé à un certain nombre d'abonnés ce qu'ils avaient tiré de la formation d'INADES. Les réponses ont été

assez diverses : amélioration de l'agriculture, de l'élevage, protection du sol ... mais aussi habitude de discuter en groupe les problèmes de développement, réapprentissage de la lecture et de l'écriture pour des personnes désalphabétisées, etc.

Il me semble d'ailleurs que des paysans adultes qui ne tireraient aucun avantage matériel ni aucun profit personnel du certificat reçu ne continueraient pas à suivre le cours deux ou trois ans.



KARERA Timothée : A la base de la vulgarisation agricole faite par l'FR se trouve une conviction fondamentale : "Le paysan rwandais est intelligent, il détient un savoir pratique considérable". Pour le former, il faut d'abord se mettre à son école, l'écouter, dialoguer avec lui avant de lui proposer n'importe quelle innovation. Qu'est-ce qui fonde cette conviction et rencontre-t-elle l'approbation de tous vos partenaires : les organes officiels, les grands projets, les ministères ?

★ **ERPICUM Richard :** Nous sommes partis comme tout le monde avec l'idée qu'il fallait remplacer l'agriculture traditionnelle par une agriculture moderne ... un peu comme ceux qui voulaient "civiliser" les pays d'Afrique dans le temps ... ou même les "évangéliser". Notre réaction rejoint donc celle de tous ceux qui ne veulent pas construire l'avenir sur le mépris du passé.

Nous avons été sensibilisés à cette mise en question à la fois par des faits : depuis 30 ans, on dit que le Rwanda a atteint la limite de la production possible ... et depuis 30 ans l'agriculture traditionnelle rwandaise a globalement répondu à la demande d'une population qui a presque triplé. Cette agriculture avait donc un potentiel !

Ensuite, des études comme celles de Hugues DUPRIEZ nous ont sensibilisés à l'agriculture paysanne.

En même temps la recherche agricole s'est penchée sur les systèmes de production des paysans et en a découvert les cohérences. Enfin, les études préparatoires à certains grands projets comme celui de Gitarama, par exemple, ont insisté sur ces réalités.

Nous pensons donc que la conviction dont vous parlez n'est pas celle de quelques originaux ... Elle s'inscrit dans une évolution globale de la conception du progrès de l'agriculture. Nous voulons une agriculture performante modernisée ; mais nous pensons que cette modernisation se fera en faisant évoluer les systèmes pratiques actuellement et non pas en introduisant des systèmes élaborés dans d'autres contextes climatiques et écologiques.

Il nous semble qu'il devrait y avoir de moins en moins de difficultés de se comprendre avec nos partenaires sur ce point. Nous savons d'ailleurs qu'il n'est pas nécessaire d'avoir exactement les mêmes idées pour collaborer d'une manière honnête et efficace.



KARERA TIMOTHÉE : L'INADES-FORMATION est une association non-confessionnelle. Pourtant les gens de l'extérieur continuent à penser que c'est "une affaire des religieux". En effet l'INADES a été créé en 1962 à Abidjan par un groupe de jésuites français. Au Rwanda l'INADES a été introduit par les Pères jésuites. Vous êtes directeur, jésuite. Le siège de l'association est établi à Kigali à côté de l'enceinte des Pères jésuites. Comment lever cette équivoque ? Que penser d'une succession par un laïc rwandais à la tête d'IFR ? Ce laïc aurait-il les mêmes facilités, notamment dans la recherche des financements ?

★ ERPICUM RICHARD : Personnellement, je ne comprends pas le mot "équivoque". C'est une situation très normale. Qui a lancé l'enseignement primaire au Rwanda ?

Qui a créé la plupart des écoles secondaires au Rwanda ? Qui a créé l'université nationale du Rwanda ? Des religieux ... Et il y a eu une transition normale vers la prise en charge par le Rwanda. A moins d'être atteint de la maladie du cléricalisme (et qui suscite en réaction l'anticléricalisme) les religieux ne se sont pas engagés dans ces oeuvres pour avoir un pouvoir mais pour rendre un service. Tant qu'ils pourront remplir d'une manière ou d'une autre ce service, ils continueront, mais pas nécessairement en étant les "patrons".

Il faut vous rendre compte que les instituteurs religieux connaissent à la fois une pénurie d'effectifs et une abondance de demandes. Ils doivent être capables de transmettre des responsabilités s'ils veulent que les "oeuvres" qu'ils ont lancées continuent le service pour lesquelles elles ont été créées.

Je reviens sur le terme "jésuite". Je suis jésuite ... et heureux de l'être. En regardant la tradition de la Compagnie de Jésus, je constate que nous avons toujours été des gens préoccupés de "pédagogie" ... dans les collèges ... dans les activités spirituelles ... partout. Et il est bien dans notre tradition de faire de la pédagogie, de la formation quand nous voulons servir le monde rural.

Autre réflexion encore : l'image jésuite d'INADES-FORMATION-RWANDA ... Je crois que cela est dépassé. On sait qu'à l'origine, les jésuites ont lancé l'institution. On sait, comme je viens de le dire, qu'ils sont intéressés par tout ce qui est pédagogie. Mais il faut savoir que le Bureau de développement des Eglises Protestantes est membre d'IFR, que ce sont les protestants allemands qui ont financé notre bureau de Kigali et celui de Gisenyi. Ce que je souhaite, c'est qu'IFR devienne de plus en plus un endroit où laïcs et religieux, protestants, catholiques et autres se mettent ensemble.

LES PARTENAIRES D'IFR (Juin 1986)

LES PARTENAIRES	Nbre d'abos	%
- Grands projets (BGM, DERAM, DGB, DRB...)	752	27%
- Structures communales et préfectorales (CCDFP, CPDFP, ...)	524	19%
- Abonnés isolés	380	13,5%
- Centres Nutritionnels, Centres de Santé, Centres Sociaux de Développement	322	11,5%
- Jeunes (CFS, CFJ, ...)	201	7%
- Catéchistes (Nyumba, Ruhengeri)	154	5,5%
- Formations religieuses (Noviciat, Postulat)	125	4%
- Coopératives	112	4%
- Mouvements (AGI, UGA)	83	3%
- Prisons	71	2,5%
- Ecoles (Ecoles Agricoles, CERAI)	50	2%
- Eglises (Methodiste, Episcopale)	26	1%
TOTAL	2800	100%

Nous indiquons dans ce tableau les différents partenaires d'IFR ainsi que le nombre d'abonnés au cours d'apprentissage agricole (CA) qui est l'activité de formation de loin la plus importante à côté des cours d'initiation au développement ou de vulgarisation agricole.

Le nombre d'abonnements total est de 2800. Mais le CA touche davantage de personnes que le nombre d'abonnements relevé. Certains abonnements sont collectifs. Et chaque abonnement collectif compte 5 à 10 personnes. On dénombre actuellement environ 700 abonnements de ce genre, ce qui représente plus de 5600 personnes.

Enfin, il est clair qu'à la tête d'IFR un laïc a aussi bien sa place qu'un jésuite. Actuellement le représentant légal est un laïc rwandais, Monsieur Léopold CAHAMANYI.

Le directeur pourrait très bien être bientôt un laïc rwandais. Personnellement je souhaite que les jésuites continuent à collaborer à IFR, mais pas nécessairement en assumer la direction.

La question des facilités dans la recherche de financement ne devrait pas se poser non plus car seuls moins de 25% de notre financement viennent d'organismes confessionnels ! Il s'agit donc d'inspirer confiance aux financeurs par une gestion rigoureuse et une organisation sérieuse des activités. L'important est de faire ses preuves.



KARERA Timothée : Le budget actuel d'IFR s'élève à plus de 15 millions de FRW. Quels sont vos bailleurs de fonds ? Que serait INADES-FORMATION-RWANDA si la manne occidentale venait à tarir brusquement ? Quelle est la part de l'auto-financement ?

★ **ERPICUM Richard** : L'auto-financement représente + 20-30 % de notre budget. Il s'agit de prestations pour des projets ou des publications vendues. Normalement nous obtenons 40 % de notre budget grâce aux subventions négociées (par nous-mêmes). Actuellement nos subventions viennent essentiellement de la Coopération Suisse (qui soutient nos éditions) et de "Développement et Paix" (une ONG chrétienne du Canada).

Les sources de financement sont donc diversifiées. C'est un facteur de sécurité. D'autant plus que notre plus gros financeur, la Coopération Suisse, s'engage pour trois années à la fois et que "Développement et Paix" s'engage sur deux ans. Il n'y a donc

pas à craindre une rupture brusque. Si un financeur faisait défaut, nous devrions avoir le temps de chercher ailleurs.

Enfin, nous comptons augmenter notre autofinancement, notamment par des prestations de services du genre évaluation, études de projets. Nous pourrions apporter notre expérience en ce domaine à la place des experts étrangers qui ne connaissent pas tellement le pays. Toutefois, le souci d'auto-financement ne doit pas devenir un piège. Le choix de nos interventions doit se faire en fonction du service à rendre au monde rural et non d'un intérêt financier. Nous devons refuser des missions qui pourraient rapporter mais qui n'auraient pas d'intérêt réel pour le développement des paysans.



KARERA Timothée : Il est difficile de parler de la formation sans parler des formateurs. Au sein de l'équipe INADES, il est souvent question de "l'esprit INADES". De quoi s'agit-il concrètement ?

★ ERICUM Richard : L'esprit d'INADES comporte plusieurs aspects dont :

► l'attitude de respect vis-à-vis du paysan. Il n'est pas ignorant ... nous ne sommes pas ceux qui savent. Il est celui que nous voulons écouter, aider à s'exprimer ; il est celui qui sait des tas de choses et qui nourrit le pays ; il est celui que nous voulons servir à partir de ses besoins et de ses connaissances.

► la conception du travail. Bien sûr, il existe un organigramme ... Chacun sait de qui il dépend et de quoi il est responsable. Mais en même temps il existe des structures "horizontales" : conseil de direction, comité de rédaction, réunions des équipes ... où chacun doit s'exprimer, prendre une part active à la réflexion et aux orientations. Nous ne pouvons prétendre contribuer à un développement où chacun est "acteur",

si dans notre fonctionnement, chacun ne participe pas activement à cette réflexion, à ces orientations.

► la motivation pour le travail. On ne peut pas rester à IFR si on est seulement préoccupé par sa carrière personnelle et par les avantages financiers ou autres à en tirer.

Certes ces préoccupations sont normales surtout si on a une famille. Mais le service à rendre au monde rural doit être aussi source de motivation. Ainsi, le but d'une mission n'est pas d'abord de compléter son salaire par des frais de mission, mais de former les paysans.



KARERA Timothée : Sur vos publications, on trouve une figure bizarre, "une sorte de lézard à double tête". Qu'est-ce que cela peut bien représenter ?

★ ERICUM Richard : C'est un symbole d'Afrique de l'Ouest ... puisqu'INADES-FORMATION y est né. Deux têtes ... une vers le passé et une vers l'avenir : c'est le sens vivant de la tradition. On part de ce qui est, le passé, la tradition, les savoirs paysans ... on ne les méprise pas, on ne les nie pas. Mais en même temps on s'ouvre à l'avenir, au progrès, au développement. En fait, c'est la VIE.



KARERA Timothée : Une dernière question. Fêter dix ans d'exercice, c'est faire une rétrospective pour mieux s'autocritiquer et rêver d'un avenir autre. Permettez-vous de rêver un peu. Que sera l'INADES-FORMATION au Rwanda en l'an 2000 ?

★ ERICUM Richard : Si INADES-FORMATION-RWANDA veut vivre en restant lui-même, il doit éviter une croissance démesurée ... Il perdrait son esprit ... Il prendrait trop de place et pourrait gêner d'autres.

A mon sens, IFR doit évoluer qualitativement en renforçant ses capacités de conseil, d'appui, d'expertise. Devenir de plus en plus un service-formation pour tous ceux qui travaillent dans le monde rural. Cela implique un élargissement des domaines de formation au delà du domaine agricole. Cela implique surtout un renforcement des compétences de l'équipe par la formation interne et par recrutement.

Il faudra continuer un certain nombre d'actions de formation, pour éviter de devenir des "externs-sans-relations-avec-la-réalité". Nous devons renforcer nos capacités d'études de besoins de formation, de programmation de la formation. Cela ne pourra se faire qu'en renforçant encore les collaborations. Il est inutile de vouloir faire ce qu'un autre fait très bien. Il faudra au contraire penser à des programmes communs où chacun apporte sa compétence propre.

Enfin la capacité d'éditer en kinyarwanda pour ceux qui ont des activités de formation doit être maintenue et développée.

Cela fera, en 2000, une équipe de 20 à 25 personnes, accomplissant des activités encore plus intéressantes que celles d'aujourd'hui. Cette équipe fera vivre encore mieux l'esprit INADES et en même temps pourra atteindre plus de 50 % d'autofinancement. Ce n'est pas un rêve mais une réelle possibilité.

R. ERPIUM

(propos recueillis par T. KARRERA)



Lisez et faites lire DIALOGUE

A l'occasion du 10ème anniversaire du Centre d'Etudes et d'Application de l'Energie au Rwanda (CEAER) DIALOGUE avait demandé à M. NSABIMANA Marcel de nous présenter cette institution.

Il l'a fait dans un style simple et clair en brossant un tableau plus que complet : historique, organisation, moyens financiers et humains, réalisations. Depuis lors le CEAER a fait sans doute du chemin. Mais le texte reste d'actualité.

M. D. L. R.

Pour une utilisation rationnelle de l'énergie

INTRODUCTION



Lorsqu'on veut décrire les activités d'un centre comme le C.E.A.E.R., on se heurte à une première difficulté de taille : leur diversité. En effet, les chercheurs du C.E.A.E.R. s'occupent de domaines aussi variés que la conversion photothermique et photovoltaïque de l'énergie solaire, l'économie de bois grâce aux cuisinières améliorées, la conservation des produits agricoles par des séchoirs et des réfrigérateurs solaires, l'exploitation de petites chutes d'eau par des microcentrales (par opposition aux centrales hydroélectriques "géantes" du genre Ntaruka et Mukungwa), des digesteurs à biogaz, etc. L'unité de présentation d'un tel ensemble devient délicate même si le fil conducteur est clairement visible. Car toutes ces activités ont en commun

l'étude et la domestication de "nouvelles" sources d'énergie susceptibles de réduire considérablement la dépendance énergétique de notre pays à l'égard des dérivés du pétrole importés dont les prix ne cessent de s'envoler. C'est là que le bât blesse. Depuis 1973, la crise du pétrole nous rappelle quotidiennement qu'il faut disposer de nouvelles sources d'énergie, toutes aussi fiables que le pétrole mais beaucoup moins chères. Ceci est d'autant plus vrai pour le Rwanda qui ne dispose d'aucune source pétrolière connue et dont l'enclavement en hypothèque l'approvisionnement, d'où un handicap considérable dans son développement.

C'est dans ce contexte que le Conseil Universitaire, en sa séance du 18 juin 1974, a approuvé la création du C.E.A.E.R. dont le promoteur est le Dr Gérard SAUNIER, alors professeur à la Faculté des Sciences de l'Université Nationale du Rwanda (U.N.R.). Les objectifs principaux assignés à ce centre lors de sa fondation restent toujours d'actualité. Il s'agit de :

- ~ "étudier et réaliser des appareils fonctionnant grâce à des énergies locales et adaptées aux besoins du Rwanda,
- ~ favoriser la vulgarisation et la mise en place, en facilitant une production en petite série, d'appareils dont un ou deux prototypes auront permis de vérifier la fiabilité et l'intérêt dans le milieu rwandais,
- ~ contribuer à la formation d'étudiants".

Le but de cet exposé est de montrer comment, après dix ans d'existence, le C.E.A.E.R. remplit la triple mission énoncée ci-dessus et d'essquisser les perspectives d'avenir.

ORGANISATION

Le C.E.A.E.R. est un centre de recherches autonome au sein de l'Université Nationale du Rwanda, Campus de Butare, comme le précise l'arrêté présidentiel N° 569/18 du 3 décembre 1981 dans son article 5. A l'origine, il était organisé en quatre départements :

- Biomasse
- Hélio-technique
- Météorologie
- Microcentrales

répondant aux secteurs prioritaires dans lesquels devait porter une action immédiate.

Dans le département de la biomasse, on considère tout ce qui a trait aux matières végétales et animales susceptibles d'être transformées en énergie. Il est appelé à jouer un rôle de premier plan si l'on examine à quel rythme disparaît la forêt dans notre pays et toutes les conséquences qui en résultent pour notre écosystème.

Certes l'effort national de reboisement entrepris depuis une dizaine d'années devrait nous restituer une bouffée d'oxygène (au propre comme au figuré), mais tout ce qui a été détruit avec la disparition de nos forêts ne saurait être recréé d'assitôt. La mission de ce département est claire : explorer les voies et moyens de réduire considérablement la consommation du bois qui reste la principale ressource énergétique utilisée au Rwanda. De réelles possibilités existent et le C.E.A.E.R. a déjà expérimenté avec succès le digesteur à biogaz ou gaz de fumier, la cuisinière à bois améliorée, la cokéfaction "scientifique" du bois qui améliore le rendement comparée aux méthodes traditionnelles de fabrication des amakara (charbon de bois), etc.

Le département d'héliotechnique, quant à lui, constitue le cadre idéal pour concevoir et fabriquer les appareils utilisant l'énergie solaire. Jusqu'aujourd'hui, ce département sert de locomotive aux activités du C.E.A.E.R. Ceci est dû à deux raisons très simples. D'une part l'énergie solaire est abondante (4.7 kW/m²/jour) et inépuisable à l'échelle humaine (le soleil a encore plusieurs milliards d'années à vivre). D'autre part, la réalisation d'appareils qui l'utilisent : le chauffe-eau, le distillateur, le séchoir, les dispositifs photovoltaïques et le réfri-gérateur.

Dans son action, le département d'héliotechnique s'appuie, entre autres, sur celui de la météorologie qui collecte et analyse les données climatologiques. En effet il ne servirait à rien de confectionner des appareils qui ne travaillent que dans des conditions précises de laboratoire alors que leur utilisation est censée se faire dans des conditions réelles souvent fort différentes des précédentes. L'héliotechnicien aura ainsi besoin de données radiométriques (l'énergie solaire reçue au sol dans ses composantes globale, directe et diffuse) que ne peut pas lui fournir, dans l'état actuel des choses, la Division Climatologie du Ministère des Postes et des Communications dans son bulletin climatologique annuel.

En outre, il doit disposer de toute la gamme de données météorologiques, au moins pour un site donné, lorsqu'il veut comparer les mesures radiométriques avec les résultats "théoriques" déduits de modèles physiques de la transmission du rayonnement solaire à travers les différentes couches de l'atmosphère.

Le département des microcentrales s'occupe à son tour de l'inventaire des chutes jalonnant les petits cours d'eau (elles sont abondantes dans le Nord et l'Ouest du pays) et leur exploitation par l'installation de turbines adaptées. Son interven-

tion sera surtout bénéfique aux centres de développement isolés des lignes de haute tension mais dans le voisinage desquels on trouve des chutes intéressantes. A titre d'exemple, on peut citer la microcentrale de Nshili (Gikongoro) qui alimente Runyombyi et celle de Nkora (Gisenyi) qui assurera la remise en état d'une coopérative agricole de producteurs de café. Réciproquement, on peut envisager la création de pôles de production autour d'une chute d'eau capable de fournir de l'énergie à une chaîne d'ateliers (menuiserie, scie à bois, moulin à sorgho, etc.).

Tous ces départements ont fréquemment recours aux services d'un atelier commun qui réalise les prototypes conçus par les chercheurs. Dans la phase actuelle, on y fabrique aussi tous les appareils commandés par les clients du centre. Ceci affecte sérieusement le travail de recherche car c'est un chercheur du centre qui s'occupe de la supervision et de l'exécution de ces commandes. Toutefois, nous espérons qu'une unité de production industrielle sera créée dans un proche avenir et qu'elle se chargera de fabriquer et de commercialiser les prototypes développés au C.E.A.E.R.

Notons enfin pour conclure cette section que très récemment, les activités des départements de météorologie et des microcentrales ont été englobées dans celles de l'héliotechnique. Le nombre restreint du personnel scientifique en est la cause comme nous le verrons dans les paragraphes suivants.

MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS

Pour remplir sa mission, le C.E.A.E.R. bénéficie, depuis sa création, du soutien actif du gouvernement rwandais à travers le budget ordinaire de l'Université Nationale du Rwanda mais aussi

à travers des dotations spécifiques au C.E.A.E.R. Ce qui prouve, si besoin était, que le pays attend beaucoup de ce centre.

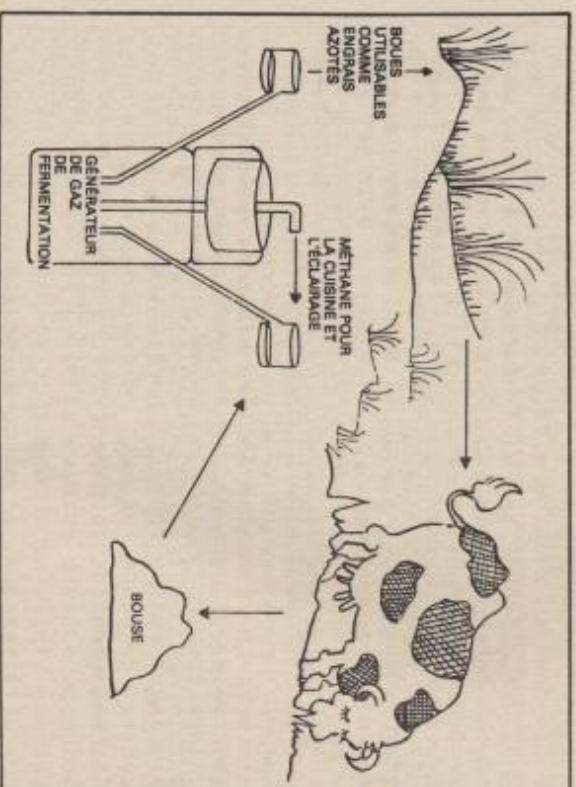
De plus, plusieurs agences de coopération participent au financement du centre. Nous retiendrons pour mémoire l'action capitale de l'USAID (Etats-Unis). Cet organisme a financé, entre autres projets du C.E.A.E.R., l'encadrement des chercheurs par des stages de formation dans des centres de recherche sur les énergies renouvelables réputés aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde; le programme des cuisinières à bois améliorées; il a participé à l'organisation matérielle du premier séminaire sur les énergies renouvelables et renouvelables au Rwanda, tenu à Kigali du 10 au 15 janvier 1983. Nous signalerons aussi l'intervention financière de la BORDA (Bremen Overseas Research and Development Association - RFA) dans le projet de digesteurs à biogaz. De toutes ces réalisations et de bien d'autres, nous donnerons un aperçu dans la section consacrée à l'actif du C.E.A.E.R.

Cependant, comme dans toute entreprise, c'est le facteur humain qui est prédominant car il permet de mettre en forme et de réaliser les différents objectifs à atteindre. A ce sujet, même si l'effectif du C.E.A.F.R. n'est pas encore au complet, tant s'en faut, le personnel technique et scientifique du centre, de par sa formation et son expérience, offre de solides garanties quant à son efficacité. L'équipe scientifique s'étend progressivement et compte actuellement six chercheurs permanents : trois ingénieurs, deux physiciens et un mathématicien-physicien. Elle attend l'engagement d'un chimiste. En outre, elle peut compter sur la collaboration des professeurs de l'U.N.R. Le Centre met à leur disposition son infrastructure technique et quelquefois des moyens matériels pour réaliser des pro-

jets spécifiques de leur conception. Dans la section qui va suivre, nous allons nous attacher à la description de quelques réalisations.

REALISATIONS DU C.E.A.E.R.

Dans l'exposé des motifs qui ont conduit à sa création, le promoteur du C.E.A.E.R., G. SAU-NIER, relevait fort judicieusement que "la recherche de sources locales d'énergie représente un gage de développement équilibré sur tout le territoire". C'est cette idée, comme nous l'avons déjà signalé, qui sert de support à toutes les démarches entreprises au C.E.A.E.R. dans le but évident de suppléer au manque de ressources énergétiques conventionnelles dont souffre cruellement notre pays.



« L'analyse systématique considère simultanément toutes les facettes d'une situation et s'attache donc aux rapports entre les parties constitutives d'un système... »

Etant donné le faible taux d'urbanisation au Rwanda, il est indispensable de mettre à la disposition du plus grand nombre de citoyens de notre pays des sources d'énergie de faible puissance susceptibles d'alimenter les dispensaires ruraux, les écoles, les maisons individuelles, les centres de stockage de produits agricoles, les coopératives, les réseaux d'irrigation, ...; contribuant ainsi à l'amélioration du mieux-être général et à la sauvegarde de l'environnement. En effet, même si le pays disposait de moyens financiers en rapport, ce serait une erreur de construire des centrales électriques géantes (thermiques, hydrauliques voire nucléaires) pour apporter le tout électrique dans chaque foyer rwandais. De telles expériences menées dans les pays dits développés y sont contestées par un nombre de plus en plus croissant de citoyens, non seulement à cause des détériorations irréversibles qu'elles occasionnent à l'environnement, mais aussi parce qu'elles conditionnent un mode de vie commun à tous les individus. Des alternatives plus heureuses existent, surtout à notre échelle, et c'est ce que tentent de prouver les expériences du C.E.A.E.R. Nous n'allons pas les détailler toutes mais nous décrirons brièvement quelques unes dont l'impact socio-économique nous semble réel.

* Le chauffe-eau solaire

La première filière explorée consiste dans la domestication de l'énergie solaire grâce au chauffe-eau solaire. Le C.E.A.E.R. en a installé plusieurs unités chez les particuliers, dans des centres de santé, etc...

Son mode de fonctionnement fort simple, sa robustesse à toute épreuve ainsi qu'un service d'entretien limité au minimum font son succès auprès des utilisateurs. Sa pièce-maîtresse est un capteur plan (tôle recouverte d'une peinture noire) de l'éner-

gie solaire, laquelle sera transmise à un fluide colporteur, en l'occurrence de l'eau, dont la température s'élève progressivement. La physique élémentaire nous apprend que le rayonnement reçu du soleil est une superposition de radiations électromagnétiques de différentes longueurs d'ondes (arc-en-ciel) et qu'à chaque radiation monochromatique (de longueur d'onde λ), on associe un corpuscule appelé photon d'énergie E :

$$E [\text{Joule}] = \frac{1,986 \times 10^{-25}}{\lambda [\text{m}]}$$

N.B. 1 Joule : 1 Watt.seconde

L'absorption d'un photon conduit à la conversion

Les employés de bureau asiatiques pourraient bientôt être en mesure de préparer leur tasse de thé de la matinée grâce à un réchaud solaire conçu par les Chinois. Ce type de réchaud est entièrement fabriqué à partir de matériaux locaux - bambou et petits miroirs paraboliques - qui focalisent la lumière solaire sur un réchaud central. C'est une contribution majeure à la solution d'un des problèmes les plus préoccupants du monde en développement, celui de l'approvisionnement en combustible destiné à la cuisson des aliments.

M. Reynaldo Lesaca, directeur du bureau régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement à Bangkok a récemment assisté à une démonstration de ce réchaud par le professeur et les élèves qui l'ont mis au point dans une école de Guangsha, capitale de la province de Hunan. La cuisson d'un ragoût de bœuf n'a demandé que quelques minutes, ce qui prouve l'efficacité du système.

Le réchaud est simple. Il consiste en une boîte en bois démontable posée sur un pied ajustable qui se déploie horizontalement. Sur la surface parabolique de chacune des deux faces sont disposés 396 miroirs simples. La lumière du soleil est focalisée sur le réchaud fixé sur un tripode en bambou renforcé. Cela crée une source de lumière incandescente dont la température peut atteindre 600°C.

M. Lesaca a estimé que ce réchaud solaire présentait un certain nombre d'avantages et que le dessin inhabituel de sa surface parabolique le rendait particulièrement efficace. Contrairement aux autres réchauds solaires, le réchaud chinois est en effet conçu de manière à empêcher l'ombre des ustensiles de cuisine de se projeter sur le point de focalisation. Les morceaux de miroir détachés peuvent être aisément remplacés. Le réchaud se transporte facilement: il peut être replié dans une boîte portative et l'ensemble ne pèse que 15 kg. Le coût de fabrication de ce réchaud n'atteint pas 20 dollars.

Donatus de Silva

FORUM DU DEVELOPPEMENT N° 78, Déc. 1981, p. 4

de l'énergie électromagnétique en une autre forme d'énergie. Dans le cas d'un capteur de chauffe-eau, on assiste à une conversion directe de cette énergie radiative (photons absorbés) en chaleur. Ceci est lié au phénomène de conversion photo-thermique. Ce mécanisme permet de réduire fortement le prix de revient d'un litre d'eau chaude dont la température d'utilisation est comprise entre 50° C et 60° C. En effet, un chauffe-eau familial capable de fournir quotidiennement 200 litres d'eau dans le domaine de températures considérées ci-dessus et garanti pour une durée de fonctionnement de 10 ans ne coûte que 180.000 Frw. Or, la même quantité d'eau portée de 20° C à 55° C exige une quantité d'énergie de l'ordre de 8 kWh équivalents à 2 kg de bois sec. Au tarif actuel de l'ELECTROGAZ (13 frw/kWh), cela revient, bon an mal an, à 38.000 frw de taxe annuelle à laquelle il faut ajouter le prix d'achat d'un chauffe-eau électrique qui oscille autour de 50.000 frw. Un calcul simple montre que le chauffe-eau solaire sera ainsi amorti au bout de 6 ans et que son utilisateur dégagera un bénéfice net équivalent à 4 années de consommation, libérant ainsi l'équivalent de 3.000 kWh d'énergie électrique que les industries pourraient consacrer à d'autres usages.

Dès lors, comment se fait-il que, dans notre pays, la plupart de maisons de standing continuent à être équipées de chauffe-eau électrique alors que nous venons de montrer tout l'avantage qu'il y a à installer des chauffe-eau solaires ? La question est importante mais elle dépasse le cadre de cet exposé, aussi nous ne l'aborderons pas. Cependant, nous pouvons affirmer avec certitude que de la réponse qui lui sera donnée, dépendra le développement des énergies nouvelles.

* Le panneau photovoltaïque

Certains matériaux ont la capacité de transformer (toujours par absorption de photons) le rayonnement solaire en énergie électrique. C'est la conversion photovoltaïque. Elle a donné naissance à l'industrie du panneau photovoltaïque dont les premières applications ont consisté à alimenter les satellites en énergie afin d'assurer leur fonctionnement.

La formation des cadres nationaux

Seul, le développement vigoureux de leur potentiel technologique permettra d'ouvrir la voie à l'exploitation des ressources énergétiques disponibles sur place et à la mise en place d'une capacité nationale de conception et de production d'équipements générateurs d'énergie. Une stratégie énergétique doit s'étendre à la recherche-développement, au transfert, à l'adaptation et à l'application de technologies éprouvées, à la maîtrise de ces dernières, et enfin à l'innovation.

Son succès dépend de la formation de cadres nationaux. Leur présence en nombres insuffisants a conduit les pays en développement, à recourir à des formules de réalisation « clé en main » ou « produit en main ». Ces formules ont tendance à perpétuer des situations de dépendance technologique et à promouvoir une véritable hiérarchie internationale du travail apparentée à la mondialisation des technologies dominantes et non à une division internationale du travail équitable re-

posant sur un transfert effectif de technologie. (DEMAIN LE MONDE N° 19 (sept. 82) 2)

Quelle technologie

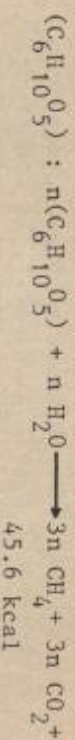
Pour le Tiers-Monde ?

Le C.E.A.E.R. ne s'est pas lancé de façon active dans cette filière car elle requiert une technologie très poussée que nous ne maîtrisons pas encore. Néanmoins, il a procédé à l'importation de ces panneaux et a installé ce type d'équipements dans quelques centres de santé et chez des particuliers. Leur prix encore trop élevé en décourage l'utilisation à une large échelle malgré toutes les applications que l'on peut en faire. Mais comme pour le transistor, ce prix est appelé à baisser. On peut ainsi imaginer un avenir proche où l'on verrait la toiture des maisons couverte, à un prix dérisoire, de ces panneaux caractéristiques qui délivreront l'énergie nécessaire à un éclairage photovoltaïque confortable, au fonctionnement d'un réfrigérateur familial, etc.

* Le digesteur à biogaz

Dans un autre registre d'une utilisation rationnelle de l'énergie, le biogaz (biométhane ou gaz de fumier) devrait jouer un rôle important, d'une part en tirant profit d'une source d'énergie encore inconnue (ou presque) dans notre pays et d'autre part en participant à une amélioration sensible de l'hygiène et de l'enrichissement des sols par la fumure que l'on en retire.

La première installation de biogaz se situe vraisemblablement au début du siècle en Inde. Elle exploitait les déchets provenant d'une léproserie. On sait que les déchets d'origine animale ou végétale contiennent des hydrates de carbone : sucre et celluloses. Ils peuvent, en subissant une fermentation anaérobie, produire du méthane (symbole chimique CH_4) et du gaz carbonique (CO_2) selon le schéma de la réaction suivant, pour la cellulose



$$1 \text{ kWh} \approx 857 \text{ kcal}$$

Cette énergie dégagée ($\approx 678 \text{ kcal par m}^3$ de gaz produit) élève la température du mélange mais ne la porte pas au niveau de fermentation idéale de 37°C . Le méthane pur a un pouvoir de combustion de 9.000 kcal/m^3 mais le gaz de fumier qui contient aussi du gaz carbonique et du sulfure d'hydrogène (H_2S) dans les proportions non négligeables donnera autour de 5.500 kcal/m^3 , ce qui n'est pas à dédaigner si l'on se rappelle que 1 kg de bois sec produit 3.500 kcal . Concrètement, on estime qu'une tonne de fumier permet la fabrication de 50 m^3 de biogaz et à ce taux, on peut en déduire qu'une vache bien nourrie produira annuellement autant d'énergie sous forme de gaz biologique que 200 l d'essence. L'énergie ainsi libérée peut être utilisée sous diverses formes allant du chauffage à l'éclairage direct en passant par la production de l'énergie mécanique, électrique et chimique (transformation du méthane en alcool méthylique) lorsqu'on dispose de grandes quantités de ce gaz.

Les réalisations du C.E.A.E.R. connaissent un essor remarquable dans ce domaine. Plusieurs digesteurs de type familial (5 m^3) ont été construits dans la région de Butare avec l'aide de la BORDA afin de mener des tests de comparaison et de productivité. De nouveaux chantiers pour des digesteurs de 50 m^3 sont ouverts à l'Ecole Agricole et Vétérinaire de Kabutare et à Gabirol dans le Mutara. Des études de faisabilité ont été entreprises pour équiper les prisons de ces installations.

En résumé, le marché des digesteurs ne

peut qu'évoluer favorablement même si au départ l'investissement paraît prohibitif. La construction d'un digesteur de 50 m³ revient grosso modo à 400.000 Frw. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que la rentabilité d'un tel équipement suppose une grande masse de déchets résultant d'une concentration nécessairement importante d'hommes et d'animaux domestiques. Pour les raisons économiques (énergie et fumier) et sanitaires que nous avons évoquées plus haut, il s'avère que ce type d'investissement constitue un obstacle de portée limitée.

* La cuisinière à bois améliorée

La nécessité de réaliser des économies de bois conduit les chercheurs du C.E.A.E.R. à envisager d'autres types de foyers plus rentables que le populaire foyer à trois pierres (amashyiga) que l'on rencontre dans la plupart des ménages rwandais. Ils ont ainsi conçu et disséminé avec le soutien financier de l'USAID des foyers d'un nouveau type que l'on qualifie, à juste titre, d'améliorés car ils permettent une économie de bois de l'ordre de 50% par rapport au foyer traditionnel. On ne saurait trop recommander l'usage dans toutes les régions du pays. C'est là où devraient intervenir les pouvoirs publics en donnant une suite appropriée à une des recommandations du premier Séminaire sur les Apports des Energies Renouvelables à la Gestion de l'Energie et de l'Environnement au Rwanda tenu à Kigali du 10 au 15 janvier 1983 concernant les cuisinières améliorées. Elle est libellée comme suit :

■ "Sensibiliser le public par tous les moyens, notamment :

- ▶ la presse écrite et parlée,
- ▶ les séminaires,
- ▶ les démonstrations dans les centres de santé, les CERAI, les communes, les écoles, etc.

- ▶ le recours aux moyens et méthodes de diffusion du MINASODECO (à l'époque : Ministère des Affaires Sociales et du Développement Communautaire) en intégrant dans l'action de vulgarisation les femmes et les personnes influentes,
- ▶ les primes d'encouragement aux utilisateurs.

■ Rechercher les financements nécessaires auprès des bailleurs de fonds.

■ Appliquer un mécanisme amenant les bénéficiaires à donner une contribution lors de l'acquisition de la cuisinière.

■ Etoffer le C.E.A.E.R. d'un personnel suffisant".

CONCLUSION ET REMARQUES FINALES

Comme nous venons de le voir, le problème de trouver de nouvelles sources d'énergie afin de mener une saine activité de développement dans notre pays est abordé au C.E.A.E.R. sous plusieurs angles. Des résultats encourageants ont été obtenus et concourent à la diminution de la dépendance de notre pays à l'égard du pétrole et d'autres ressources énergétiques importées. Cependant il faut compléter cet acquis par une information ouverte d'une part aux problèmes de l'énergie et d'autre part aux solutions que proposent le C.E.A.E.R. et tous ceux qui oeuvrent dans ce domaine. Les moyens restreints dont dispose le C.E.A.E.R. en limitent forcément la portée mais fort heureusement, d'autres équipes, la Direction Générale de l'Energie (MINITRAPE) en tête, s'y emploient activement.

Il ne suffira pas de trouver de nouveaux



Les CERAI

FERRIER, Lucie : Les CERAI (Centre d'Enseignement Rural Artisanal Intégré) et le milieu communal.

Les résultats d'une enquête conduite dans huit communes du Rwanda en 1984, juin 1984-juin 1985, 119 p.

Fin juin 1985, "plus de 10.000 lauréats sachant faire pratiquement tous la même chose" (p.106) envahissent le marché du travail en provenance des 310 CERAI : Centre d'Enseignement Rural et Artisanal Intégré. Que vont-ils devenir ? Les pouvoirs publics prônent leur regroupement dans des associations coopératives afin qu'ils se prennent en charge. Mais "il est à craindre qu'une création massive de "groupements précoopératifs" faisant suite à la sortie des CERAI de la première promotion ne se soldé par des échecs retentissants qui ne peuvent que mettre en danger à terme l'avenir de ces centres et décourager les futures promotions" (p.104). D'ailleurs seuls 21,2% des garçons et 9,8% des filles interrogés souhaitent travailler en associations coopératives (p.54).

Telle est la conclusion de cette enquête menée dans 15 CERAI (sur 16 programmés) : 5 pour garçons, 5 pour filles, 5 mixtes. Les 8 communes ont été choisies dans 6 préfectures : Ruhengeri, Byumba, Kibungu, Gikongoro et Cyangugu. Financement de ces CERAI : 9 par le gouvernement rwandais, 2 par l'UNICEF, 1 par l'USAID; 3 sont des sections familiales reconverties.

gisements d'énergie si l'on ne sait pas économiser pour prétendre que l'on aura maîtrisé les problèmes énergétiques. La chasse au gaspillage de l'énergie devrait ainsi constituer une priorité au même titre que la recherche de nouvelles sources d'énergie. Nous ne nous sommes pas livré à un calcul précis du nombre de kWh que l'on pourrait dégager si l'on parvenait à inculquer aux usagers, surtout ceux du bien public, le simple geste qui consiste à éteindre la lumière lorsque l'on n'en a pas véritablement besoin. Dans le même ordre d'idées, il est navrant de constater que certains architectes oublient que dans notre pays, la durée du jour est de 12 heures (elle est supérieure à notre journée de travail). De ce fait, à moins qu'ils n'aient d'autres raisons que nous ignorons, ils aménagent des bureaux dans le sous-sol des immeubles et pis encore des bureaux sans fenêtres suffisamment latéral ou agencés de telle sorte qu'un éclairage artificiel soit indispensable alors que la seule lumière du jour devrait suffire. Et l'on pourrait citer d'autres exemples où la routine devrait nous faire gagner "quelques" kWh. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, il n'y a pas de petits bénéfices.

M. NSABIMANA

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Rapport Général et Actes du "1er Séminaire sur les Apports des Energies Renouvelables à la Gestion de l'Energie et de l'Environnement au Rwanda" tenu à Kigali du 10 au 15 janvier 1983.
- Rapports internes du Centre d'Etudes et d'Application de l'Energie du Rwanda (C.E.A.E.R.).

Les CERAI ne seraient-ils donc pas la panacée à tous les problèmes de la jeunesse rwandaise qui n'a pas pu accéder à l'enseignement secondaire normal? Apparemment non. Elèves, parents (660 familles dont 108 des élèves qui ont abandonné les CERAI), directeurs (trices) des CERAI, inspecteurs de secteurs, agronomes, encadreurs et bourgmestres, tous s'accordent pour dire que la formule n'a pas produit les vertus que lui prêtaient ses promoteurs. Cela tient à plusieurs causes : mauvaise conception, ignorance du milieu, programme inadapte, manque de moyens et de débouchés.

IGNORANCE DU MILIEU

"Le CERAI constitue un corps étranger dans le tissu communal. Son statut n'est pas compris; ce qui se passe entre ses murs ne relève que de l'inspection... 'Parachutés' par le pouvoir central au niveau des communes, les CERAI et leurs objectifs ne sont pas toujours bien compris et les relations entre les autorités communales et le corps enseignant laissent parfois à désirer" (p. 100;12).

L'enquête du Projet Enseignement Agricole a ainsi révélé les lacunes d'une institution très bonne en soi mais qui a "échoué" car élaborée hâtivement en dehors du milieu environnemental. Or l'objet de l'enquête portait précisément sur :

- les relations entre les CERAI et leur environnement (élèves, parents, autorités communales, personnel enseignant et la direction)
- les possibilités d'emplois aux futurs lauréats à partir des besoins de la population relatifs aux produits fabriqués par ces lauréats.

Résultat : le CERAI est vraiment une enclave dans la commune. Désignés d'office présidents du Comité de Gestion, les bourgmestres ne peuvent s'acquitter de cette tâche car ils sont déjà trop sollicités. Beaucoup souhaiteraient d'ailleurs en être déchargés. Et puisque aucune réunion ne peut se tenir en leur absence, bien des comités ne fonctionnent pas normalement.

Les parents des élèves, principaux bailleurs de fonds (le CERAI vit principalement du minerval des élèves), ignorent tout ou presque de l'organisation du CERAI. Quand leur participation existe, elle n'est qu'"une façade" (p.106). Pour eux, le CERAI "est un établissement scolaire comme les autres, dépendant du Ministère à Kigali" (p.106). La plupart des inspecteurs de secteurs interrogés jugent l'enseignement au CERAI très insatisfaisant. Aucun agronome de commune n'est vraiment en contact avec le centre. L'encadreur de la jeunesse ou des coopératives s'occupe des jeunes non scolarisés (donc pas du CERAI). Les comités de gestion sont peuplés de membres de plein droit nullement intéressés par la vie du CERAI. Les directeurs (trices) assistent impuissants aux multiples problèmes. Découragés ils perdent tout esprit d'initiative.

QUE DE PAUVRETES !

A l'exception des CERAI financés par l'UNICEF, l'USAID et les 3 sections familiales reconverties, ces CERAI manquent de tout : enseignants non-qualifiés et mutés souvent de façon arbitraire, moyens financiers et techniques dérisoires ou inexistant. Certains établissements doivent faire des emprunts à droite et à gauche ou recourir à des donateurs privés pour obtenir des marteaux, des niveaux.

Selon les directives officielles, chaque CERAI doit disposer d'un terrain de 4 ha pour servir de champ scolaire. Beaucoup de communes n'ont pas ce terrain. Si elles en ont, le terrain est petit et loin de l'établissement. Ceci pose les problèmes très sérieux d'entretien, de surveillance et de la récolte souvent victime de vols. Certaines communes exproprient des paysans mais ne les indemnisent pas faute de moyens. D'où un sentiment de mécontentement, de colère et de révolte dans une population "déjà sceptique quant à l'efficacité du CERAI" (p. 97).

Le programme est mal conçu et comporte parfois des lacunes. Au point qu'un tiers des directeurs interrogés estiment qu'"il est nécessaire de ne pas suivre le programme à la lettre" (p.39). D'ailleurs "les cas ne sont pas rares où les élèves reviennent eux-mêmes une meilleure organisation des cours" (p.38-39). Faute de candidates dans certaines options féminines, on a parfois obligé des élèves à suivre ces options. Quelques élèves ont préféré quitter le CERAI ou sont allées se faire inscrire dans un CERAI voisin. D'autant plus que certains établissements sont excentrés, obligeant ainsi les élèves à parcourir de longues distances et à ne rentrer qu'à la tombée de la nuit.

C'est une des raisons qui expliquent les nombreux abandons qui atteignent parfois 23%. Car les élèves préfèrent partir que de suivre des cours qui ne les intéressent pas ou une formation qui ne débouche sur rien.

DEBOUCHES : PRESQUE NULS

De juillet 1983 à juillet 1984 a été menée une enquête sur les besoins de la population locale

relatifs aux produits ou aux travaux des artisans. Sur les 23 articles et travaux, seuls 5 étaient à même de trouver une grande clientèle : vêtements pour adultes et enfants, uniformes scolaires, sièges, constructions de maisons. Les besoins de la population en ces domaines variaient de 86,05 à 40,01%. Mais le marché du vêtement est déjà occupé par la friperie dont les prix défilent toute concurrence. La construction des maisons coûterait certainement trop cher pour ces paysans. En fait les seuls clients des artisans sont les quelques fonctionnaires du coin mais dont les commandes sont également fort limitées.

Comme l'ont affirmé les bourgmestres et de façon catégorique, "le chômage est déjà grand parmi les artisans... Les coopératives en fonction ne peuvent plus accueillir des lauréats. Ceux qui recherchent un emploi devront donc quitter la commune" (p.14,13). Direction : ville. Ou peut-être à l'étranger (pour quelques-uns). Les rares lauréats des CERAI qu'accueilleront les coopératives éprouveront aussi quelques difficultés. En effet "un lauréat de CERAI pourra, après 11 ans de scolarité, s'intégrer difficilement dans un groupement fréquenté par des non ou des moins scolarisés" (p.31).

REINVENTER LA FORMULE

A quoi servent les CERAI ? Pour les optimistes, ils permettent aux jeunes d'apprendre un métier, les occupent et les forment civiquement. Pour les pessimistes, ils forment des chômeurs et accentuent l'exode rural. Car comment rester sur la petite parcelle familiale déjà insuffisante et improductive ? Comment se résoudre à ce chômage alors que les matières enseignées "n'ont pu que conforter dans l'esprit des utilisateurs du CERAI l'idée que cet enseignement

allait déboucher soit sur une formation complémentaire soit sur l'emploi dans la fonction Publique"(p.103).

Le grand reproche fait justement à cet enseignement est de ressembler en tout au programme du secondaire et d'être un modèle occidental auquel on a fait subir quelques retouches.

Pour sortir de l'impasse, il faut redéfinir les objectifs du CERAL, tenir compte de son environnement et des acteurs sur le terrain. Il faut créer de petites entreprises locales. Cependant "le problème du développement de la demande dans les différentes branches artisanales reste entier si les conditions de la production agricole ne s'améliorent pas pour entraîner une augmentation du pouvoir d'achat des paysans" (p. 108).

Nul doute que les autorités concernées sont gent déjà à une nouvelle formule plus appropriée qui tiendra compte de l'expérience actuelle et des réels du terrain.

J. NTAMAHUNGIRO

NOUVEAU COMITE DE REDACTION

CONFORMEMENT A SES STATUTS, DIALOGUE S'EST DOTE D'UN NOUVEAU COMITE DE REDACTION (VOIR COUVERTURE P.2). CERTAINS MEMBRES ONT PREFERE NE PAS RENOUVELER LEUR ENGAGEMENT A CAUSE DE LEURS NOMBREUSES ACTIVITES. QU'ILS TROUVENT ICI NOTRE SENTIMENT DE RECONNAISSANCE POUR LES SERVICES QU'ILS NOUS ONT RENDUS.

On lira ici les grandes lignes d'une conférence donnée par le Dr HOSER lors d'un recyclage des agents des formations médicales agréées (BUPMAR) tenu à Kigali en janvier 86. Depuis lors, le projet de créer au Rwanda une "Action Familiale" fait son chemin. Cette information intéressera non seulement les spécialistes des questions démographiques, mais surtout ceux qui se préoccupent de la vie et de l'éthique de nos familles.

L'action Familiale

IDENTITE DE L'ACTION FAMILIALE



L'Action Familiale n'est pas une invention locale: elle est née le 24 avril 1963 à l'Ile Maurice, un pays semblable en beau coup de points au Rwanda: superficie réduite, surpeuplement, enclavement dans les eaux de l'Océan Indien, et, comme au Rwanda, rapide croissance démographique due principalement au taux de natalité

très élevé.

► Stratégie

C'est à cette époque que l'on peut situer le dégagement des stratégies principales, op-

tions ou approches de l'Action Familiale. Ce sont ces mêmes options qui perdurent jusqu'à nos jours.

Une question s'impose au préalable :

l'Action Familiale relève-t-elle du domaine de la culture générale ou de la santé publique ? Si on analyse le problème par son côté démographique, on est poussé à répondre qu'elle relève du domaine de la santé publique, compte tenu des effets déplorables de naissances non planifiées, grossesses tardives ou précoces. Mais si on se situe au niveau des familles particulières, on se rend compte que le problème se présente sous un autre angle : celui de la famille. La philosophie de l'être transpire à travers les attitudes parentales. Un démographe, Stanislas de LESTAPIS, fait une constatation importante : "La planification de la reproduction humaine ne se conduit pas de la même façon que la planification de la reproduction économique" (1).

Dans le domaine de la planification familiale, la motivation prime sur la technique. Ce principe signifie que "le comportement et la persévérance de la femme et du couple sont conditionnés par de multiples facteurs d'ordre :

- ▲ général : traditions culturelles, religieuses, système familial, contexte social, etc.
- ▲ conjugal : type de relation entre les époux, conception de la famille, style de vie familiale, etc.
- ▲ personnel : niveau d'intelligence.
- ▲ technique : connaissance des moyens dans l'application, acceptabilité, etc." (2)

(1) Drs F. & M. GUY, *Ile Maurice, Régulation des naissances et action familiale*, éd. Xavier MAFUS, Lyon 1968, p. 276.

(2) Drs F. & M. GUY, *op.cit.*, p. 279.

Enfin, pour prouver l'importance de la tradition culturelle en planification familiale, citons un texte qui se rapporte au Rwanda et qui reflète le vrai fond du problème :

L'AVIS DE KAGAME

"Si on demande à un habitant de l'Afrique Centrale et des pays limitrophes quel est le plus grand malheur qui puisse frapper l'homme, il vous répondra sans beaucoup hésiter : le plus grand malheur est de mourir sans laisser de descendance. ... La fin ultime de l'homme est principalement la perpétuation, collectivement réalisée, du genre humain par le moyen de la procréation, et elle est secondairement, la perpétuation de son existence individuelle en ses deux composants (âme et corps)".

Donc, les facteurs qui reflètent la philosophie même de l'être influencent l'attitude et la décision parentale.

► Principes fondamentaux

Les promoteurs de l'Action Familiale à l'Ile Maurice, ayant fait un inventaire de la situation, ont été persuadés que pour la mise en place des objectifs déterminés, un organisme animateur est nécessaire, dont la tâche principale est la formation des éducateurs. C'est la première raison d'être de l'Action Familiale. Ensuite, ils ont conçu des orientations générales de base, qui les ont guidés au fil des années; ce sont les principes fondamentaux de l'Action Familiale. Citons-les (3) :

(3) Drs F. & M. GUY, *op.cit.*, p. 278.

1 La régulation des naissances n'est pas d'abord et seulement le problème urgent d'un pays, dont la solution dépend de l'intervention de techniciens sur le plan national, mais avant tout l'un des problèmes permanents de chaque couple pris séparément qui en reste le seul maître et le seul responsable.

2 L'universalité de l'approche, autrement dit une approche anthropologique.

3 Pour la régulation des naissances, l'Action Familiale enseigne la continence périodique orientée valablement. N'importe quel couple, quel que soit son niveau de réflexion et de culture peut devenir maître de données physiologiques élémentaires de sa fécondité, sans faire intervenir aucune technique extérieure, à condition d'être correctement informé et encadré assez longtemps. Il peut découvrir que la régulation des naissances doit s'inscrire dans le contexte d'ensemble de la vie de son foyer, que le respect de la vie, le contrôle de soi, la générosité sont des valeurs essentielles et peuvent être source d'un bonheur conjugal et familial durable et solide.

4 L'Action Familiale pense que l'information et l'éducation du couple ne relèvent pas des médecins et des techniciens, mais elle doit se réaliser surtout par un dialogue de foyer à foyer, dans une rencontre directe ou dans de petits groupes de discussion. Cela exige aussi des foyers éducateurs compétents, correctement entraînés, aidés et contrôlés.



TOUT LE MONDE DETIENT LE SECRET DE LA SANTÉ

5 L'Action Familiale pense que le travail auprès des foyers doit se compléter par un travail auprès des jeunes, pour lesquels il ne s'agit pas de faire une initiation sexuelle, mais une véritable éducation de l'amour.

AU RWANDA, LE PROJET D'ACTION FAMILIALE

Il ne s'agit pas d'une nouvelle institution. L'Action Familiale est créée pour agir à travers les infrastructures existantes : donner une nouvelle dimension aux institutions éducatives déjà existantes. Il s'agit plutôt de la formation d'un certain personnel qualifié et compétent à son échelon de travail.

OBJECTIFS DU PROJET D'ACTION FAMILIALE

1 Apporter une aide compétente et efficace aux familles par l'éducation à la parenté responsable en leur permettant de réaliser le projet familial (taille de la famille) en stabilité, sécurité et santé, moyennant le contexte de vie (culturel, économique et social).

2 Créer un service de Planification Familiale Naturelle (PFN) accessible au plus grand nombre possible des utilisateurs potentiels en vue de l'information/formation dans le domaine de la maîtrise de la fécondité.

3 En particulier, créer un réseau de centres régionaux (8 à 10) et de centres locaux (environ 120) dans l'espace de cinq ans à venir.

4 Contribuer à la diversification des services de planification familiale, rendant possible un choix libre et effectif des méthodes réversibles disponibles dans le pays.

Le contexte hospitalier est le moins accessible à l'Action Familiale, contrairement aux centres de développement, nutritionnels, écoles, etc.

UN INVESTISSEMENT QUI VAUT LA PEINE

D'aucuns prétendent que c'est un investissement trop lent, trop difficile ! Compte-tenu de toutes les dimensions culturelles, philosophiques, il n'y a pas d'autre moyen efficace pour résoudre le problème au niveau de la famille. Selon François et Michel GUY, "l'idée du truc, facile à appliquer, parfaitement efficace et sans danger relève de l'utopie et le promettre, de l'abus de confiance ! Une évidence s'impose : (...) ce n'est pas la méthode contraceptive qui importe, mais le foyer qui doit apprendre à devenir, d'une façon ou d'une autre, maître de sa fécondité" (4). Telle est l'originalité même de la philosophie de l'Action Familiale. Le point de départ de l'Action Familiale c'est la famille même. D'autres projets ont d'abord en vue la balance du volume de la population ou les capacités de production, ou bien encore certaines notions secondaires à la globalité du problème de la santé familiale.

La planification familiale, appartenant au domaine de la culture, a ses conséquences sur la santé publique, comme tous les autres phénomènes cul-

(4) Drs F. & M. GUY, *op.cit.*, p. 278.

turels, tel l'alcoolisme (côté négatif), ou certaines habitudes dans l'alimentation nationale, relevant de la culture (côté positif) : comme la morbidité de la cirrhose du foie suite à une grosse consommation de vin. Il s'agit là d'un problème de culture et non de santé !

Il vaut donc la peine d'investir dans ce domaine, puisqu'on a des effets considérablement positifs au niveau de la vie familiale, au niveau de la stabilité de la famille que nous considérons comme l'assise du développement. La grande chance de cette action, c'est qu'elle rend le couple autonome. Cet investissement, une fois réalisée, irait pour toute la vie. Il donne une attitude à prendre, non seulement dans les périodes physiologiques normales, mais aussi dans les circonstances spéciales : tel le post-partum, la période d'allaitement, l'approche de la ménopause. Dans les tests les plus modernes de l'auto-observation, on parvient à maîtriser aisément la fécondité, même dans ces circonstances spéciales. Je précise ceci : le personnel que nous voulons doit être hautement motivé, et doit pouvoir prouver une certaine maturation humaine et affective. Cette condition est plus importante que par exemple la capacité professionnelle. Nous prenons en considération le côté humain du candidat.



CONCLUSION

Si nous voulons diminuer le taux de naissance de certaines populations, il faut d'abord diminuer le taux de mortalité infantile. C'est absolument essentiel et primordial. Si la mortalité infantile est plus élevée que 50‰ (pour mille), les parents n'ont pas une attitude favorable à diminuer leur progéniture.

Au Rwanda, par exemple, la mortalité infantile est de 115 à 120 ‰. On voit que nous sommes assez loin de cette moyenne qui change l'attitude nataliste des parents. Donc moins de décès, moins de naissances. Mais une question surgit de ce rapport : est-ce que la survie des enfants ne risque pas de provoquer une croissance encore plus rapide de la population ?

Paradoxalement la réponse est "non" : de nombreux parents se prémunissent contre la mortalité des enfants en ayant un plus grand nombre. S'ils sont assurés de la survie des enfants, ils en produisent le nombre qu'ils souhaitent réellement.

"Les parents ont tendance à limiter le nombre de leurs enfants s'ils sont assurés de la survie et de la bonne santé de leurs deux enfants".

Indira GANDHI

Plusieurs des stratégies-clés, peu coûteuses, visant à réduire la mortalité infantile sont également des stratégies-clés pour la diminution des naissances : la première, c'est l'espacement des naissances, à quoi s'attèle le présent projet d'Action Familiale. La deuxième, c'est l'alphabétisation des femmes, un autre déterminant puissant pour la survie des enfants. L'enquête mondiale sur la fécondité a montré que l'alphabétisation croissante des femmes s'accompagne d'une diminution régulière des naissances. La troisième, c'est l'allaitement maternel : la mère est protégée contre une nouvelle grossesse quand elle allaite. Si le nourrisson meurt, cette protection n'existe plus. L'allaitement est la première méthode naturelle d'espacement des naissances dans la société africaine. Nous y mettons un énorme accent dans notre

action auprès des couples. Il y a donc interdépendance entre l'intensité et la forme d'allaitement et les signes de la fertilité/stérilité physiologique. En sauvant la vie d'un enfant, on retarde une nouvelle naissance.

Il faut éviter de paraître comme des ennemis déguisés des enfants. L'affirmation courante : "famille nombreuse = famille malheureuse", et "famille restreinte = famille heureuse" est choquante et blessante. L'expérience vitale ne confirme pas de tels propos.

Il y va aussi de la philosophie bantou dans laquelle nous sommes immergés : certaines affirmations sans nuances provoquent la méfiance. Ainsi, le rwandais est-il étonné d'apprendre que l'enfant peut présenter un obstacle au développement du pays, à la prospérité ou au bien-être des familles. De même il est scandalisé lorsqu'il entend dire que la fertilité, source de fierté et promesse de bonheur, est un facteur nuisible, classé parmi les maladies sociales ! Nous pouvons commettre des erreurs fondamentales en procédant d'une façon qui ne respecte pas l'identité culturelle et philosophique des gens avec lesquels nous travaillons.

H. HOSER

■ Si toutes les femmes, dans le monde entier, étaient en mesure d'avoir les enfants qu'elles disent désirer avoir, le taux brut de natalité serait de 16 à 28 pour 1000 habitants au lieu de 28 à 40 comme c'est le cas aujourd'hui.

(Source : OMS)



Formation par l'action

DEBUTS DIFFICILES

Je travaille depuis longtemps avec des jeunes des Mouvements d'Action Catholique : le Mouvement Xaveri; l'U.G.A. (Umuwango Gatolika w'Abakozi); la J.A.C. (Jeunesse Agricole Chrétienne); l'A.G.I. (Agisiyo Gatolika y'Ingo); le M.F.R. (Mouvement Féminin Rural). Ces mouvements se proposent de former leurs membres par et dans l'action afin de rayonner et d'agir sur les milieux des jeunes.

Mais les résultats ne sont pas visibles ni à l'extérieur ni même à l'intérieur de ces mouvements. Ce constat d'un certain "échec" s'est révélé à Nyagahanga où pendant une année les Chefs Xaveri et U.G.A. avaient reçu une formation de longue durée. Deux camps de formation basés sur les buts, les méthodes et la pédagogie du mouvement Xaveri n'eurent pas de meilleurs résultats.

CHANGEMENTS DE METHODE

A Noël 1985 l'aumônier, les chefs et cheftaines, la Soeur conseillère décidèrent d'organiser non plus des camps de formation, mais deux camps de travail successifs. Le premier regroupait des jeunes filles de 16 à 23 ans, le deuxième des jeunes gens de

16 à 20 ans. Tout en poursuivant les mêmes buts que ceux d'un camp d'une équipe Xaveri, l'accent fut mis sur l'initiation à l'action pour le développement, la charité et l'apostolat. La méthode adoptée consistait en un court exposé suivi d'un travail par équipe sous la conduite d'un animateur. Avant d'entreprendre le travail cet animateur devait répondre à toutes les questions des participant(e)s. L'équipe mise sur pied était composée de :

- Chefs de camps : enseignants au CERAI et jeunes ayant terminé leurs études au CERAI même
- Animateurs : un professeur de CERAI, l'agronome communal, deux professeurs de l'Ecole Féminine d'Agronomie, un Moniteur Agri, un aide-vétérinaire et bien sûr l'aumônier et la Soeur conseillère.
- Participants : chaque membre Xaveri apportait 50 Frw et un outil manuel : machette, houe, marteau.

A L'EPREUVE DU TERRAIN

La préparation du premier camp destiné aux jeunes filles du Mouvement Xaveri se fit au cours de trois réunions successives. Elle rassembla autour de l'aumônier et de la Soeur conseillère la Cheftaine principale et 15 jeunes filles habitant toutes près de la paroisse.

Les jeunes filles choisirent comme activités la construction de fermettes pour l'élevage du petit bétail et la production du fumier. Mais les difficultés se dressèrent bien vite :

- méfiance de certains parents à l'égard d'un élevage moderne
- opposition du milieu à l'idée que des jeunes filles puissent s'occuper de constructions, surtout de la toiture.

• manque de confiance des jeunes filles elles-mêmes. Malgré leur détermination qui avait arraché aux parents l'accord et le matériel nécessaire pour la construction de ces fermettes, elles doutaient de pouvoir réaliser une telle entreprise.

Pourtant ni les réticences du milieu, ni les craintes de ces demoiselles ne détournèrent les équipes de leur projet. Ce programme d'action comprenant le travail manuel et la retraite devait être exécuté. Il fallait relever le défi du "milieu". Milieu qui, curieusement, tolère que les filles fument en public, montent sur la carrosserie des camionnettes, boivent dans les cabarets, passent les soirées avec des jeunes gens lors des mariages.

UN CAMP BIEN REUSSI

Jeu­di 26 décembre 1985, 9 h du matin. 52 jeunes filles venant de 7 succursales et réparties en 5 équipes arrivent au camp.

10 h. L'agronome communal fait un exposé, concis, clair et concret sur les avantages de la construction des fermettes. Il est entouré de son équipe technique. Les questions fusent nombreuses, intelligentes. Elles portent sur l'économie, l'alimentation, le fumier, la reproduction.



14 h. Départ des équipes vers les familles des jeunes filles "choisies" pour bénéficier des premières

constructions et où les attend le personnel technique. Du beau travail cet après-midi. Ces jeunes filles ont accompli une bonne partie des travaux programmés, à savoir la construction d'un poulailler et de quatre fermettes (deux pour chèvres, une pour une vache et sa génisse, une pour moutons). Tout cela dans une ambiance de camaraderie et de beaucoup d'échanges avec le personnel technique.

Le retour au camp fut triomphal. Les jeunes filles étaient émerveillées de se découvrir des dons insoupçonnés. L'agronome et ses assistants étaient fort satisfaits du travail accompli, de l'intérêt manifesté par ces jeunes filles et de la pertinence de leurs questions et points de vue. Le centre de négoce était sous le choc de voir défiler ces demoiselles "maçonnes" la tête haute et au milieu des chansons.

UNE ARDEUR QUI NE SE DEMENT PAS

Vendredi, 27 décembre à midi. Les constructions sont presque terminées. Il ne reste que le crépissage (guboma) et la couverture de chacune (gusakara). L'après-midi est consacré à un court exposé sur la charité chrétienne et le mystère de la Trinité. Puis les équipes repartent pour des activités caritatives en faveur des nécessiteux. Grâce à des instructions très précises et à une bonne coordination, la moitié du travail est accomplie en quelques heures. Il s'agissait de : transport d'arbres et de tôles; construction d'une maisonnette pour une vieille veuve et ses trois petits enfants; labour et ensemencement du sorgho et du haricot, entretien de la bananeraie.

Samedi, 28 décembre, matinée. Tout le travail manuel est terminé. L'après-midi est consacré à l'évaluation, la réflexion, la prière. Elles continuent dimanche matin. L'objectif a été atteint.

Du 2 au 5 janvier 1986 est organisé un camp semblable. Pour des jeunes gens. Avec d'aussi beaux résultats.

RETROSPECTIVES

L'expérience de ces deux camps a été concluante. Les équipes de Xaveri de Nyagahanga avaient décidé de la poursuivre et de construire progressivement pour chaque membre une fermette ou un clapier. Il faudra pour cela vaincre la résistance de certaines familles et résoudre le problème du vol du petit bétail fréquent dans la région. Mais déjà les équipes des centrales demandèrent à leur tour de tenter la même expérience chez elles. Des contacts furent pris avec les autorités communales de Kinyami. Il fut décidé de lancer une expérience à Ruhondo. La première réunion eut lieu le 8 janvier rassemblant le personnel technique de la commune et les membres des divers mouvements de jeunesse chrétienne du lieu. Un camp de travail fut organisé du 15 au 18 janvier 1986, axé sur le modèle des deux camps précédents. L'expérience fut reprise à Pâques. Les résultats furent très satisfaisants comme le montre le tableau suivant :

ACTIONS REALISEES	XAVERI NYAGA.	XAVERI RUHON.	UCA NYAGA.	UCA RUHON.	TOTAL
Fermettes pour chèvres	3	1	9	4	17
Fermettes pour vaches	1	3	2	-	6
Fermettes pour moutons	-	-	5	1	6
Clapiers	12	12	-	3	27
Poulaillers	1	1	-	-	2

NYAGA. = Nyagahanga
RUHON. = Ruhondo

AIDES ET ENCOURAGEMENTS

Le Comité Diocésain de Développement (C.D.D.) de Byumba est venu en aide à des jeunes en leur accordant des clous, du treillis et des tôles pour la construction de fermettes et de clapiers. Il a permis à 4 jeunes de Busige, en payant la moitié du prix, d'acheter une chèvre chacun. En collaboration avec le secteur et la population locale, les Xaveris ont construit deux maisons couvertes de tôles pour les pauvres, ont cultivé leurs champs (des pauvres) et entretenu la bananeraie.

Il a été décidé que l'équipe qui aurait réalisé le plus grand nombre de constructions et produit la plus grande quantité de fumier recevrait des tôles pour couvrir les fermettes. Ou du bétail sélectionné si elle a déjà des tôles. L'expérience devait continuer chez les Xaveri de la Commune Gituza qui en avaient exprimé le désir.

EN GUYSE DE CONCLUSION

La méthode de camp de travail a été concluante et tous ces camps ont servi de détonateurs. Déjà deux projets ambitieux sont en cours : un centre artisanal et une menuiserie. Toutes ces réalisations ont révélé que par le travail, la réflexion, les échanges, les jeunes peuvent mieux s'entendre, développer leurs talents et tout leur savoir-faire. Il suffit de les associer pleinement, de la conception à la réalisation d'un projet. Mais c'est la condition sine qua non.

Joaquim VALLEMAJO-SALA

Eglise d'ici et d'ailleurs



Il y a trois ans déjà *DIALOGUE* publiait un substantiel dossier consacré aux "apparitions" de Kibeho. Depuis, les événements ont suivi leur cours. La lettre de l'évêque de Butare fait le point en apportant des précisions et des informations précieuses.

N.D.L.R.

DEUXIEME LETTRE PASTORALE

de **Mgr. Jean-Baptiste Gahamanyi**
Evêque de Butare

SUR LES EVENEMENTS DE KIBEHO

Bien chers chrétiens,

Il y a trois ans, le 30 juillet 1983, je vous ai adressé une lettre pastorale consacrée aux événements de Kibeho. Après avoir exposé les faits, je vous ai rappelé l'attitude habituelle de l'Eglise en la matière, et je vous ai donné quelques instructions sur la conduite à tenir en attendant le jugement définitif de l'Eglise.

Vous avez accueilli cette lettre avec l'esprit de foi et le sens de l'Eglise qui vous ont toujours caractérisés, et pour lesquels je rends grâce à Dieu. Que l'Esprit Saint vous aide à aimer toujours davantage la sainte Eglise, et qu'il vous donne la force de la servir avec courage pour la plus grande gloire de Dieu !

Aujourd'hui, beaucoup parmi vous se demandent ce qu'il en est des événements de Kibeho, et ils désirent savoir s'il n'y a pas d'autres directives de l'autorité de l'Eglise à leur sujet. Ces questions sont tout à fait légitimes et c'est pour y répondre que je vous adresse cette deuxième lettre pastorale.

1. Evolution des événements

Depuis la parution de la première lettre jusqu'à ce jour, beaucoup d'autres événements se sont produits, à Kibeho même ou en marge de Kibeho. J'en citerai seulement quelques uns, qui invitent à prudence et rigueur dans l'examen des faits.

Tout d'abord, plusieurs voyants ont dit que pour eux les « apparitions » étaient terminées, bien que certains parmi eux prétendent recevoir de temps en temps des « visites » et des « messages » en privé. Malgré cette raréfaction des événements, des groupes de chrétiens, plus ou moins importants, continuent à se rassembler à Kibeho à certaines occasions pour y prier.

On a pu constater aussi la manifestation de nouveaux voyants un peu partout dans le diocèse et même dans le reste du pays. Ils disent, eux aussi, recevoir des messages du ciel, et parfois même ils circulent dans certaines régions pour les répandre, sans se préoccuper d'avoir l'accord de l'autorité ecclésiastique compétente. Il y en a même qui disent avoir été chargés, par Jésus ou par la Vierge Marie, d'une mission spéciale d'aller annoncer leur message à l'étranger.

A ce sujet, il me paraît utile de préciser que, les événements de Kibeho étant toujours à l'étude et du reste n'ayant pas encore pris fin, il ne peut être question pour moi, en tant qu'Ordinaire du lieu, de donner à qui que ce soit parmi les voyants une mission quelconque en rapport avec ces événements,

ni de me porter garant des messages qu'ils disent avoir reçus du ciel, même si certains propos tenus par eux sont bons et touchent les coeurs.

Je profite de cette occasion pour vous exhorter à invoquer l'Esprit Saint pour avoir ses lumières et pour acquérir le sens du discernement vis-à-vis de toutes sortes de personnes qui se manifestent ou même circulent un peu partout disant avoir des visions surnaturelles ou être porteuses de messages particuliers venant du ciel. En tous les cas, je rappelle que personne, même se présentant comme voyant, n'est autorisé à prêcher dans les église paroissiales ou dans les centrales sans un mandat explicite de l'Evêque du lieu.

Comme je le signalais déjà dans la précédente lettre pastorale, les événements de Kibeho n'ont pas manqué de susciter assez tôt diverses prises de position dans l'opinion publique, dont on a pu trouver l'écho dans certaines publications de livres, d'articles de journaux, de tracts et même de lettres ouvertes. La divergence d'opinions face à ce genre d'événements est légitime, mais il serait bien regrettable que cela puisse dégénérer en polémiques peu charitables, et peu soucieuses d'une recherche honnête de la vérité ou de l'obéissance à l'autorité de l'Eglise. Nous devons tous déplorer qu'une pareille situation ait existé et en même temps nous réjouissons que règne actuellement un climat de paix et de compréhension.

2. Où en est le travail des Commissions d'enquête?

Comme vous le savez déjà, en 1982, j'avais constitué deux commissions d'étude, l'une composée de médecins et d'un psychiatre, l'autre composée de théologiens. Ces deux commissions ont poursuivi leurs travaux avec grand dévouement et avec le souci

d'étudier les événements de Kibeho en toute objectivité. Comme je participe moi-même très souvent aux réunions de ces commissions, je puis certifier que, malgré de lourdes charges qu'ils ont par ailleurs, leurs membres travaillent avec beaucoup d'application, dans la sérénité et sans passion.

Je profite de cette lettre pour les remercier encore une fois du sérieux et de la générosité dont ils font preuve dans la poursuite de la tâche d'Eglise qui leur a été confiée.

Les deux commissions, médicale et théologique, se sont jusqu'ici réunies régulièrement, soit ensemble, soit séparément. Elles ont été très souvent présentes à Kibeho, à des jours de rassemblement, et elles ont établi des compte-rendus de leurs observations. Elles ont recueilli les paroles des voyants qui furent enregistrées sur cassettes et transcrites par après sur des feuilles polycopiées. Elles ont soumis les voyants à de nombreux interrogatoires et à d'autres examens, et elles ont pris soin d'écouter également différents témoins. Elles ont pu ainsi rassembler de très nombreux documents et les ont présentés à qui de droit sous forme de rapports encore provisoires. Ces documents constituent de très gros dossiers qui demandent de longues heures de travail pour être dépouillés et analysés.

Il faut dire aussi que les circonstances nouvelles évoquées plus haut, notamment les voyages accomplis par certains voyants, exigent des enquêtes supplémentaires et rendent plus difficile la tâche des commissions. Pour toutes ces raisons, il n'est pas encore possible de porter un jugement définitif sur la nature des faits survenus à Kibeho.

3. Les rassemblements de prière à Kibeho

Certains se demandent s'il est permis de se réunir à Kibeho pour prier à l'endroit où les voyants disent

avoir eu des apparitions. Oui, les chrétiens ont toujours le droit de se réunir pour prier dans le respect de l'ordre public et dans le cadre général de la vie du diocèse. C'est ce que l'on appelle un culte privé qu'il ne faut pas confondre avec un culte public.

Celui-ci requiert une approbation explicite de l'évêque, il est animé par des personnes légitimement députées (canon 834,2), et il comporte, entre autres, l'administration des sacrements, notamment la célébration de l'Eucharistie, et éventuellement l'èrection d'un sanctuaire.

L'évêque peut permettre un tel culte avant même de se prononcer sur la vérité et sur le caractère surnaturel des événements survenus en ce lieu, mais il faut pour cela que l'appréciation globale portée à leur sujet soit déjà très avancée. Or l'état actuel des travaux des commissions et le fait que les événements de Kibeho continuent leur cours ne permettent pas de prendre une telle décision.

4. Des signes d'une nouvelle ferveur

Je n'ignore pas que les événements de Kibeho ont pu contribuer à susciter une ferveur nouvelle discernable de nos jours dans notre Église. Au cours de ces dernières années, de nombreux chrétiens, y compris des jeunes et des intellectuels, ont repris la pratique religieuse, et certains qui étaient devenus indifférents se sont réconciliés avec Dieu et avec le prochain. On constate un peu partout dans le pays qu'il y a plus de monde aux messes du dimanche et à celles de la semaine; le sacrement de pénitence est aussi davantage demandé, des chrétiens ayant mieux compris son importance pour leur vie spirituelle.

Même s'il reste encore très limité, ce réveil religieux est indéniable. Il a de multiples causes liées à l'évolution générale de l'Église à notre époque. Il serait

exagéré cependant de l'imputer aux seuls événements de Kibeho, mais il faut bien reconnaître qu'ils ont favorisé un nouvel essor de la dévotion mariale dans le pays et qu'ils ont incité de nombreux chrétiens à réécouter le chapelet et ainsi à méditer fréquemment, sinon quotidiennement, les mystères du Rosaire, tout en leur rappelant les exigences de leur foi. Plusieurs personnes ont témoigné elles-mêmes qu'elles s'étaient converties grâce à Kibeho. Je me réjouis de ce regain de foi et de prière, et j'en loue le Seigneur. J'exhorte les pasteurs d'âmes à se montrer assez attentifs à tout ce mouvement de renouveau religieux pour bien l'orienter dans les voies de l'Évangile de Jésus-Christ, et pour lui assurer une base doctrinale solide grâce à une formation continue des fidèles, particulièrement en ce qui concerne la place des dévotions populaires dans l'Église.

Dans ce contexte, je crois utile d'insister notamment sur le lien qui doit exister entre la dévotion à Marie et un plus grand amour du Christ et de notre prochain. La très sainte Vierge Marie, en effet, nous entraîne dans l'amour qu'elle a pour son divin Fils. Son seul désir est de nous voir unis à Jésus, vivant de sa vie, et mettant en pratique tous ses enseignements. C'est Lui «le Chemin, la Vérité, et la Vie», et «nul ne va au Père sinon par Lui» (Jn. 14,6). «Il n'y a qu'un seul Dieu, qu'un seul médiateur aussi entre Dieu et les hommes, un Homme: Christ Jésus qui s'est donné en rançon pour tous» (1 Tim. 2,5-6). C'est donc Lui, Jésus notre Sauveur et Seigneur, que nous devons rechercher par dessus tout; et nous ne pouvons pas vraiment aimer Marie si nous ne tendons pas de toutes nos forces vers Jésus. Marie nous conduit à Jésus, elle nous montre le chemin, et nous pousse à réaliser tout ce que Jésus nous commande (cf. Jn. 2,5).

Or, ce que nous demande Jésus, c'est d'aimer notre prochain et d'étendre autour de nous, avec sa grâce, le Royaume de son Père, «royaume de vérité et de vie, royaume de sainteté et de grâce, royaume d'amour, de justice et de paix» (cf. Préf. du Christ-Roi). Notre vie chrétienne ne saurait se réduire à des pratiques de piété; elle doit se traduire aussi dans des actes, et celui qui prie doit s'engager sans compter au service de ses frères. La conduite du chrétien doit être en conformité avec sa foi: rien ne serait plus contraire à une vraie dévotion mariale qu'une vie chrétienne ignorant les impératifs de la justice et de la charité, ainsi que ceux d'une vie conjugale et familiale conforme à l'Evangile. N'oublions pas la parole de Notre Seigneur: «Soyez parfaits comme votre Père céleste est parfait» (Mt. 5,48).

5. Nouvelles directives

Nous devons nous méfier d'assimiler les pratiques de piété à des rites de portée magique, comme si par nos paroles ou par nos gestes, nous pouvions contraindre Dieu à faire ce que nous désirons. Certes, il nous faut prier, demander et chercher, comme nous le commande notre Seigneur (Mt. 7,7), mais il ne faut jamais oublier que Dieu est entièrement libre de ses dons et que nous ne pouvons pas Lui imposer nos désirs et surtout notre volonté. Jésus Lui-même n'a-t-il pas dit, au jardin des Oliviers: «Que ta volonté soit faite et non la mienne» (Lc. 22,42).

N'ayons donc pas de notre christianisme une vision erronée: il ne consiste pas à capter la puissance de Dieu pour en retirer des profits personnels, mais bien plutôt à vivre, au jour le jour et dans toutes les circonstances de notre vie, la loi d'amour que Jésus nous a enseignée. Il nous pousse à donner plus qu'à recevoir et nous demande d'être le «sel de la terre et la lumière du monde» (Mt. 5,13-16), en étant fidèles à Dieu dans les menus détails de nos journées.

Pour bien comprendre cela, il nous faut approfondir notre foi et ne pas la confondre avec la recherche d'un certain merveilleux trop superficiel. Comme nous l'ont demandé les évêques réunis en Synode à la fin de l'année 1985, efforçons-nous, dans l'humilité et l'obéissance, de mieux connaître notre religion, par la méditation de la Parole de Dieu et par la fidélité aux enseignements de l'Eglise.

Beaucoup attendent que l'autorité de l'Eglise se prononce au sujet des événements de Kibeho. La meilleure façon d'aider cette autorité à porter un jugement sur ces événements est, sans aucun doute, de prier et de s'en tenir aux directives déjà données dans la lettre pastorale du 30 juillet 1983. Me référant à ce document, je renouvelle mon exhortation à la vigilance et à l'esprit critique: car, comme Jésus nous en a averti, «de faux messies et de faux prophètes se lèveront et feront des signes et des prodiges pour égarer, si possible, même les élus» (Mc. 13,22). C'est l'apôtre Paul d'enchaîner à sa façon: «Rien d'étonnant à cela: Satan lui-même peut se camoufler en ange de lumière» (2 Cor. 11,14). Il ne faut pas croire que tout ce que la rumeur publique proclame miracle l'est véritablement, comme il ne faut pas croire que toute personne qui se dit porteuse d'un message divin est nécessairement inspiré par Dieu. Jésus a dit: «Tout arbre bon donne de bons fruits, tandis que l'arbre mauvais donne de mauvais fruits» (Mt. 7,17).

Il est clair qu'un message venant de Dieu ne peut inciter quelqu'un à commettre le péché, il est nécessairement en harmonie avec les enseignements de l'Eglise. Ceux qui transmettent un tel message le font avec cohérence, dans l'humilité et l'obéissance. Ils ne recherchent pas leurs intérêts et ambitions personnels

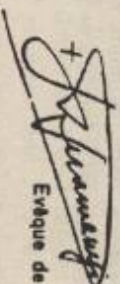
et ne veulent en aucune manière créer des dissensions à l'intérieur de la communauté chrétienne. Ce sont là, entre autres, quelques critères de discernement sur lesquels j'attire votre attention.

Avant de terminer cette lettre, je crois utile de rappeler certaines recommandations déjà données dans la précédente: qu'on veille à faire preuve d'assez de discrétion envers les voyants en évitant de leur donner une importance exagérée ou un régime de faveur, pour la seule raison qu'ils se disent avoir été favorisés d'apparitions. Qu'en parlant des événements de Kibeho, les chrétiens s'appliquent «à garder l'unité de l'esprit par le lien de la paix» (Eph. 4,3), et que personne ne s'arroge le droit d'imposer aux autres ses propres convictions ou de se substituer au Magistère de l'Eglise.

• • •

Le Seigneur Jésus qui nous aime et qui nous conduit avec sagesse et bonté, ne manquera pas de nous éclairer par son Esprit Saint et de nous faire connaître sa volonté. Invoquons-Le sans cesse et attendons ses lumières avec patience. Comme Il nous l'a demandé en inaugurant son ministère public : «Convertissons-nous et croyons à la Bonne Nouvelle» (cf. Mc. 1,15), et que, par nous, le Royaume de Dieu s'étende dans notre pays. Marie, du haut du ciel, nous regarde avec amour et elle nous protège. Ayons confiance en elle, et surtout marchons sur ses traces pour mieux glorifier Dieu et mieux participer au salut du monde.

Fait à Butare, le 30 juillet 1986.


Evêque de Butare

Kibeho: un appel à la confiance pour le ... développement ?

G. MAINDRON : Des apparitions à Kibeho.
Annonce de Marie au coeur
de l'Afrique, Paris 1984

En terminant sa deuxième lettre pastorale sur les événements de Kibeho, Mgr GAHAMANYI invitait à la prudence : "Je renouvelle mon exhortation à la vigilance et à l'esprit critique" mais "que personne ne s'arroge le droit d'imposer aux autres ses propres convictions ni ne se substitue au Magistère de l'Eglise".

C'est dans cet esprit que nous avons accepté de publier le point de vue de J.P. GODDING. Etant entendu qu'il ne s'agit là que d'une lecture personnelle de Kibeho qui ne saurait en aucun cas être prise pour un credo.

UN LIVRE TEMOIGNAGE

Le livre de l'abbé Maindron constitue un triple témoignage.

— Un témoignage personnel : l'abbé Maindron nous expose discrètement comment sa vie de prêtre engagé à fond dans une action de développement (écoles, santé, ...) connaissait certaines difficultés à conserver à la base de tout la prière confiante, et comment cette vie a été bouleversée un certain jeudi saint 1982, lorsque Alphonsine Mumureke débarqua dans sa paroisse.

— Une expérience spirituelle vécue par sept jeunes de la paroisse de Kibeho. L'abbé Maindron les a rencontrés chacun, pas en journaliste avide de sensationnel, mais en frère et en ami. Il nous restitue la parole reçue par chacun des voyant(e)s et est "attentif" au retentissement de cette parole dans leur vie.

— L'écho de Kibeho dans la vie de nombreux chrétiens: l'abbé Maindron présente le témoignage de quelques personnes dont la vie chrétienne était devenue synonyme de routine et même d'oubli et qui se sont senties "transformées" en accueillant dans leur vie personnelle la "Mère de la Parole" (Nyina wa Jambo).

Il nous aurait fallu, à notre avis, insister davantage sur la manière dont ces conversions individuelles sont devenues des sources de solidarités nouvelles, comment elles ont fait naître des groupes de prières et invitent à former des communautés originales. Cette question est sans doute la plus importante qu'on puisse se poser au sujet de Kibeho. Non pas s'interroger sur la nature et l'objectivité des événements difficilement explicables, mais se demander quelle est cette "parole" et cette rencontre qui ont bouleversé la vie de sept jeunes d'abord, et de bien d'autres ensuite.

LES "VOYANTS" DE KIBEHO

Il n'est pas toujours facile de faire le discernement d'une expérience spirituelle, de trier entre vérité et dissimulation, entre "orthodoxie" et déviance, entre le désir forcé d'imiter une expérience ou la grâce de la recevoir. A Kibeho, de nombreux jeunes ont prétendu un moment ou l'autre avoir eu des "apparitions". Compte tenu de ces difficultés, nous retenons sept noms de "voyants" suivants :

NOMS DES VOYANTS	COMMUNES ET ANNEE DE NAIS.	OCCUPATION DEBUT DES APPARIT.	DATE & LIEU 1ère APPAR.	DATE DER- NIERE APPAR.
MUMUREKE Alphonsine	Mugesera 1965	étud.Coll.de Kibeho	28/11/1981 au Collège	-
MUKAMAZIMPAKA Anathalie Mubuga	1965	" " " "	12/01/1982 au Collège	3/12/1983
MUKANGANGO M.-Claire	Musebeya 1961	" " " "	03/02/1982 au Collège	15/09/1982
MUKAMURENZI Stéphanie	Nyakizu 1968	étud.école primaire	25/05/1982 Eglise.Kib.	15/09/1982
SALIMA Vestina	Rwamiko 1960	trav.atél.de couture	13/04/1982 chez elle Mais depuis 1982 ?	24/12/1982
SEGATASHYA Emmanuel	Rwamiko 1967	à la maison (cult.)	02/07/1982 sur le chemin	01/08/1983
KAMAGAJU Agnès	Rwamiko 1960	à la maison (cult.)	04/08/1982 chez elle	25/09/1983

L'abbé Maindron détaille la situation familiale de chacun et nous précise le cadre et le contexte de leur première expérience d'apparition. Il souligne leur caractère équilibré à travers les témoignages de médecins et psychiatres qui ont pu suivre les jeunes. Il nous donne les premiers fruits de cette expérience dans la vie personnelle de chacun d'eux et quelques éléments de leur progression depuis 1981.

LE MESSAGE ACCUEILLI PAR LES SEPT

Près de la moitié du livre de l'abbé Maindron est consacré à l'étude du message, de la parole accueillie par chacun des voyants. Il insiste sur la spécificité de la parole reçue par chacun d'entre eux. Cette recension n'est pas le lieu pour reprendre et analyser chacune de ces expériences; celles-ci ne se laissent pas cerner facilement. Il nous a semblé pourtant important de reprendre pour chacun des voyants une phrase-clé. Un tel procédé peut paraître arbitraire, mais il nous permet d'approcher davantage le cœur de la parole reçue.

★ ALPHONSINE : "Quand un enfant est sans reproche devant sa mère, il lui dit tout ce qu'il a dans le cœur ... Ainsi j'aime un enfant qui s'amuse avec moi, car pour moi c'est la plus belle marque de confiance et d'amour ... Soyez comme de petits enfants avec moi, car moi aussi, j'aime vous cajoler ... Chaque mère aime choyer son enfant pour qu'il puisse dire tout ce qu'il veut. Il ne faut pas craindre sa mère".

★ ANATHALIE : "Je vous parle mais vous n'entendez pas. Je veux vous mettre debout, mais vous restez à terre... Réveillez-vous, levez-vous, lavez-vous et regardez attentivement. Êtes-vous levés ? Tu veux par là nous demander si nous voulons nous arracher aux choses de ce

monde qui nous empêchent de te suivre. Vous vous lavez ? Tu veux nous demander si nous recevons le sacrement de réconciliation. Êtes-vous attentifs ? Tu veux nous demander si nous regardons, si nous sommes vigilants. Car tu nous montres beaucoup, mais nous ne voyons rien".

★ MARIE-CLAIRE : "Ce que je vous demande, c'est le repentir. Si vous récitez ce chapelet, en le méditant (le chapelet des sept douleurs), vous aurez alors la force de vous repentir. Aujourd'hui beaucoup d'hommes ne savent plus demander pardon. Ils mettent de nouveau le fils de Dieu sur la croix. Aussi ai-je voulu venir vous le rappeler, surtout ici au Rwanda, car là, je trouvais encore des hommes humbles qui ne sont pas attachés à la richesse et à l'argent".

★ STEPHANIE : à Marie : "Apprends-moi une petite prière". "Je suis de Jésus, je suis de Marie, je suis son propre enfant ..."
"Tu leur diras qu'ils s'adressent directement à moi. Je les écouterai".

★ VESTINA : "Tout ce que vous avez, vous le devez à la bonté de Dieu, pas à votre science ou à votre richesse". "Vous êtes des voyageurs, cette terre ne vous appartient pas ... Emballez vos affaires, ne regardez pas en arrière; le bonheur est devant vous; le chemin qui reste est court ... Ne laissez personne en chemin de peur qu'on ne vous dise : Que viens-tu faire tout seul ?"

★ EMMANUEL : "Enfant, si tu reçois une mission, sauras-tu l'accomplir ? ... Dis leur : Purifiez vos cœurs car le temps est proche". "Je viendrai comme un voyageur, mais si je passe à côté d'un sourd, il entendra, d'un aveugle il verra, d'une maman elle sera dans la joie. Celui qui m'aime, même s'il se trouve en dessous de la poutre d'un pont, je l'y trouverai".

★ AGNES : "Tu diras aux hommes : arrêtez de prendre plusieurs chemins, choisissez une seule route : se mortifier, se détacher des choses de ce monde ; ne pas se laisser tenter par ce que Dieu nous a prêté car un jour, bientôt, il en prendra possession ... Ne pas détester la croix que Dieu leur envoie, mais demandez la grâce de la bien accueillir".

LA SYNTHESE DU MESSAGE DE L'ABBE MAINDRON : UN CHEMINEMENT A ACCUEILLIR

L'abbé Maindron consacre dix pages à ce chapitre central et retient huit points, qui sont comme des pistes de réflexion ; le message est encore à recevoir ; il apparaît si riche et diversifié que chacun peut y trouver sa nourriture.

Ces huit points sont les suivants :

- Un message universel, destiné au monde entier
- Une caractéristique fondamentale de ce message : l'accent sur la bonté maternelle et la simplicité de Marie avec ses enfants
- Marie chemin de Jésus : on ne peut aimer le fils et ignorer la mère
- Un avertissement : le monde devient de plus en plus mauvais
- Un appel très important à la conversion ainsi qu'à participer à la passion de Jésus
- Un appel à l'apostolat, tout spécialement pour les jeunes envoyés en mission
- Une demande de prière pour les morts afin que ceux-ci reprennent courage, soient heureux et obtiennent la libération de leur peine
- Une préparation, enfin, au retour de Jésus, annoncé comme très proche.

KIBEHO DANS LE RWANDA D'AUJOURD'HUI :

UNE CELEBRATION DE LA CONFIANCE POUR LE DEVELOPPEMENT

De toute cette expérience, me semble-t-il, se dégage un grand appel - presque désespéré si j'ose dire - à la confiance. C'est l'appel d'une mère à son enfant ! "Comment me vois-tu ?" Comme un être lointain, une force impersonnelle, un destin implacable et dangereux ? Non. Je suis ta mère ... ta maman ! Et l'enfant de répondre : "De tout ce que je possède, j'ai fait un baluchon et je me suis jeté dans tes bras, Marie !"

Les fameuses apparitions du 15/8/1982 où pendant plus de six heures les voyants ont vécu une rencontre triste et pleine d'images sombres, semblent poser question à l'abbé Maindron. Mais n'avons-nous par reçu ce jour-là une clé pour Kibeho ? Ces images de violence, de massacre, de sang, de destruction, de grande peur, cette vierge que les voyantes recherchaient mais ne trouvaient plus, apparaît absente au milieu du paysage de l'apparition ... Tous ces signes, qui n'ont été donnés que ce jour-là, ne sont-ils pas ceux d'un avenir possible ?

Même si le message est universel, il m'apparaît fondamental de le resituer dans le contexte du Rwanda d'aujourd'hui. Certains experts internationaux affirment que le Rwanda leur apparaît comme un pays sans avenir (quelle expression terrible !) parce que tous les calculs de leurs ordinateurs leur démontrent "scientifiquement" l'impossibilité de nourrir, de former et d'employer toute la population d'ici quelques années. L'appel de Kibeho n'est-il pas alors une invitation à prendre un autre chemin de développement, un chemin différent des "grands projets" proposés par les "experts", projets imposés aux "masses" et qui créent de nouvelles inégalités sociales ?

Kibeho apparaît alors comme un appel à la confiance pour le développement :

~ confiance d'un enfant qui se sent aimé et compris. Bonheur de bavarder avec une mère, de lui dire n'importe quoi, et de savoir finalement qu'on a du prix à ses yeux

~ confiance entre frères aimés par une même mère. "Ne laissez personne en chemin, de peur qu'on vous dise: Que viens-tu faire tout seul ?" "La graine tombée dans la bonne terre et qui pousse doit voir la graine tomber sur le rocher, la ramasser et la planter à côté d'elle, pour que pas une seule semence ne se perde" (Vestina).

L'appel à entrer dans cette confiance patra-gée n'a pas toujours été perçu dans les veillées mariales, mais il a pu s'approfondir dans les groupes de prière, partagée d'un seul "coeur" et qui ont pu faire naître ainsi des formes nouvelles de communauté de vie pauvre, seuls lieux possibles de réel développement, parce que prié, partagé et accueilli ensemble.

UNE GRANDE SOIF DE GUERISON

Cet appel est aussi une grande soif de guérison. Des années d'héritages de peur et de méfiance ne se gommant pas. Jésus guérit ses amis aujourd'hui comme ceux d'hier. A côté de Kibeho, Coko est apparu comme le signe de cette grande soif de guérison, mais aussi comme sa caricature : Jésus n'agit pas par la magie. D'autres lieux grandissent, plus discrets, où cette soif de guérison intérieure peut être véritablement accueillie conformément à cette parole de Jésus trop souvent oubliée : "guérissez les malades". Non pas seulement ni d'abord par l'industrie pharmaceutique qui guérit mal, mais dans la communion de prière.

J.-P. GODDING

Burundi:

Tension Eglise Catholique-Etat ?



Selon les mass-media, dont notre confrère l'A.R.P. (Agence Rwandaise de Presse), les relations entre l'Eglise Catholique et l'Etat du Burundi ne sont pas au beau fixe ces derniers mois. Les motifs de la brouille sont encore mal connus. Nous nous contentons donc d'exposer les points de vue des deux interlocuteurs sans porter de jugement et en laissant la question ouverte.

N.D.L.R.

LES FAITS

Le 13 septembre 1986, suite à d'autres mesures dont certaines sont évoquées plus loin (p.81), le Gouvernement décide de faire passer les Petits et Moyens Séminaires sous le contrôle de l'Etat. Le 4 octobre 1986 il supprime les écoles de catéchisme et les "Yaga Mukama" (formation élémentaire basée sur les textes religieux) ainsi que les mouvements d'action catholique. Pourquoi ?

POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT

Selon la lettre du Ministre de l'Education Nationale aux Evêques leur annonçant la nationalisation des Petits et Moyens Séminaires : "Le Gouver-

nement du Burundi qui attache la plus grande importance à l'éducation de la jeunesse doit veiller à ce que les personnes auxquelles la formation et l'éducation de la jeunesse sont confiées soient de véritables patriotes. Or ces dernières années l'Eglise Catholique ne cesse de ternir l'image du Burundi en répandant à l'extérieur des informations mensongères et malveillantes" (A.N.B./BIA du 15.10.86, p. 1).

Accusation reprise par le Chef de l'Etat le 2 octobre 1986 quand il déclare : "l'état actuel des choses nous montre que les autorités de l'Eglise combattent et discréditent le gouvernement à l'extérieur comme à l'intérieur du pays ... L'Eglise brouille les bonnes relations du Burundi avec des pays amis, entache son audience et réduit ses possibilités d'investissement" (A.R.P. du 3.10.86, p. 8).

De son côté le ministre de l'intérieur accuse, le 4.10.86, les responsables de l'Eglise Catholique d'avoir "usé et abusé tant qu'ils voulaient" de beaucoup de privilèges que l'Etat leur avait accordés. La décision de supprimer les catéchuménats et les "Yaga Mukama" a donc un but : "relever le défi lancé par le milieu clérical, ces derniers jours. Elle s'inscrit dans le cadre d'autres mesures qui pourront être prises au cas où l'autorité de l'Eglise Catholique sombrerait dans la position de discorde et de confusion" (A.R.P. du 6.10.86, p. 7).

Trois jours plus tard (le 7.10.86) le Secrétaire Général du parti unique et Président de l'Assemblée Nationale revient à la charge. Il dénonce "une campagne antiburundaise énorme orchestrée à partir des pays européens et de l'Amérique par les milieux catholiques ... pour dénigrer le Burundi, combattre ses institutions, saper son rayonnement sur le plan extérieur, contrarier ses efforts de développement et sa politique de paix et d'unité nationale" (A.R.P. du 9.10.1986, p. 10).

La décision du gouvernement signifierait également la fin de la tutelle de l'Eglise Catholique sur l'Etat. Car "depuis l'époque coloniale rien ne se faisait sans l'accord de l'Eglise ... Le gouvernement avait maintenu les privilèges hérités de la colonisation parce que l'Eglise était supposée travailler à ses côtés ... Maintenant les choses ont changé. Les affaires du pays relèvent seulement du parti et de l'Etat" (A.R.P. du 3.10.86, p. 8 ; du 9.10.86, p. 10). D'ailleurs la nationalisation des séminaires "ne freine en rien les vocations sacerdotales. Les futurs prêtres pourront être recrutés parmi les lauréats des écoles secondaires" (A.R.P. du 3.10.86, p. 9).

ATTITUDE DE LA HIERARCHIE CATHOLIQUE

Les mesures prises par le Gouvernement semblent avoir particulièrement affecté les évêques. Ils ont décidé de réagir officiellement et à haute voix. Dans un Message aux Ouvriers Apostoliques daté du 24 septembre 1986 et lu dans toutes les églises le Dimanche 28 septembre 1986, les évêques qualifient la nationalisation des Petits et Moyens Séminaires d'expropriation et d'acte discriminatoire contraire à la Constitution. Ils se défendent et rejettent en termes on ne peut plus clairs les accusations de ternir l'image du pays. Ils écrivent ainsi : "Nous rejetons d'emblée d'être tenus pour responsables d'écrits émanant de personnes ou d'institutions mêmes chrétiennes ... qui échappent totalement à notre responsabilité personnelle ...". Nous avons essayé, en collaboration avec la Nunciature Apostolique, de démentir et de donner la vraie version des faits. Les responsables politiques concernés le savent bien. Nous avons fait ce travail de clarification sans vouloir du tout nous substituer

aux services de l'Etat en la matière, parce qu'il y a des cas où seul l'Etat est en mesure de donner des réponses appropriées et complètes ... Nous avons publié un message dans lequel nous désapprouvons "toute information fausse, exagérée ou malveillante". Nous nous sommes désolidarisés des écrits qui tendent à réveiller des rancœurs et à exciter les Burundi à la division ... Nous avons poursuivi des contacts utiles en vue de faire cesser la campagne d'écrits qui ternissent l'image du Burundi à l'étranger" (A.N.B./BIA du 15.10.86, p. 3).

Et les évêques réaffirment leur amour de la patrie et leur désir de continuer à collaborer avec l'Etat : "Personne ne peut trouver une information mensongère ou malveillante que notre Eglise aurait publiée contre notre patrie ... Nous sommes sensibles à tout ce qui touche l'honneur de notre pays et nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour le défendre. Il n'y a aucune opposition entre nos devoirs envers la patrie et nos devoirs envers l'Eglise" (Ibidem).

QUESTIONS

Devant ces prises de position où apparemment tout repose sur un malentendu, bien des questions sont permises. Pourquoi l'Eglise Catholique a-t-elle décidé de hausser le ton ? La tension entre les alliés d'hier va-t-elle monter d'un cran ou au contraire s'apaiser ? Et surtout quelle est la véritable pomme de discorde ?

A cette dernière question l'Eglise Catholique répond qu'il s'agit d'une persécution. Les Evêques écrivent : "L'accusation portée contre l'Eglise n'est donc pas fondée. Elle cache plutôt une manœuvre qui a été

utilisée dans certains pays qui combattent l'Eglise. Elle tente d'isoler une catégorie de la population et à faire d'elle le bouc émissaire de tous les maux de la nation. Le plan a commencé et continue. La nationalisation des séminaires en est une étape très importante ... La suite se devine aisément" (Ibidem, p. 3-4).

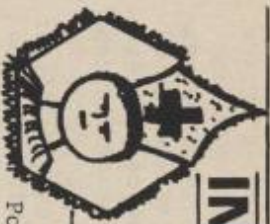
Mais alors que vont faire les évêques qui qualifient cette nationalisation d'"extrême gravité" car "elle frappe l'une des institutions dont l'Eglise dépend fondamentalement pour son existence" ?

Pourquoi les évêques ont-ils décidé de parler ? Selon l'Agence France Presse (A.F.P.) que cite l'A.R.P. "il a fallu que soient attaquées les propriétés de l'Eglise pour que les évêques jugent la coupe pleine". En effet "au long des années de crises chroniques ... les évêques burundais s'étaient toujours montrés d'une grande discrétion, conciliants et enclins aux accommodements... Ils avaient subi, sans grande réaction publique, les nombreuses expulsions de missionnaires étrangers ... les arrestations de plusieurs prêtres burundais, ... les multiples diatribes des milieux politiques et des médias burundais, les restrictions imposées sur les horaires des messes et la perte de pouvoir du clergé en avril 1986 dans les écoles" (A.R.P. du 3.10.86, p. 7).

ET DEMAIN ?

De quoi demain sera-t-il fait ? Seul l'avenir nous le dira. D'autant que pour un observateur extérieur il est toujours difficile de porter un jugement sans risque d'erreur. Les quelques essais d'explication tentés plus haut ne sont peut-être que des hypothèses. Souvent les arbres cachent la forêt !

DIALOGUE



INDE : Treize évêques incognito parmi les pauvres

Pour connaître directement les conditions de vie des populations les plus déshéritées de leurs diocèses, treize évêques indiens de la région de Bangalore sont allés passer trois jours, sans qu'on puisse les reconnaître, sur les lieux de travail et d'habitat des ouvriers et paysans. Ils ont ainsi partagé la vie d'un groupe de travailleurs de la soie, payés à la journée, d'un village tribal, de quelques bidonvilles, de baraques de chiffonniers, d'une mine d'or souterraine, de carrières de pierre. Ils se sont mis à l'écoute de ces pauvres gens, partageant aussi leur repas.

Les évêques ont ensuite mis en commun le fruit de leur expérience, et ont retenu que le but de l'action sociale n'était pas seulement d'aider les gens, mais d'abord de les inciter à prendre personnellement part à la lutte contre les injustices, l'exploitation et l'oppression. Les pauvres sont totalement dépendants des riches; leur pauvreté vient souvent de leur manque d'instruction et de compétence et ils ne sont préparés à aucune forme de revendication sociale ou politique.

Les évêques ont par ailleurs souligné les valeurs qu'ils ont rencontrées chez les pauvres qu'ils ont visités : une grande foi en Dieu, qui n'a rien à voir avec le fatalisme, le désir de sortir d'une situation de dépendance, l'attente d'une force libératrice, un grand désir de vivre, malgré tout.

Dans le rapport qu'ils ont envoyé à la Conférence épiscopale, les treize évêques demandent que soient données des directives aux agents pastoraux et aux travailleurs sociaux, à l'échelon local et national. Les prêtres et les laïcs engagés doivent être prêts à s'exposer à des risques, à rejeter la sécurité de certaines positions, à dénoncer ouvertement et courageusement les injustices pour aider les pauvres à conquérir leurs droits.

Ces évêques indiens ne sont pas les seuls à avoir fait une telle expérience. En Corée, en Malaisie et en Thaïlande, des évêques ont également voulu découvrir par eux-mêmes les conditions de vie des plus pauvres, dans le cadre d'un programme mis au point par le Bureau pour le développement humain, fondé en 1972 pour aider l'Eglise d'Asie à devenir davantage l'Eglise des pauvres.

(*Mission*, n° 483, Août-Sept. 86)

INDE

L'Eglise devant ses responsabilités

Le P. de Souza a demandé à l'Eglise de briser la captivité idéologique entretenue en faisant supposer aux chrétiens que le bien-être des pauvres et des opprimés peut être obtenu par la bonne volonté dans les structures existantes de la société. L'exigence des droits de l'homme, en Inde, dit-il, ne porte pas tellement sur le droit de parole ou la liberté, mais sur la vie. Plus de la moitié de la population indienne vit en dessous du seuil de pauvreté, critère basé sur la nutrition, non sur le revenu... Dans un pays où la mortalité est dix fois plus élevée que dans les pays avancés, l'Eglise n'a pas d'autre option que de se mettre à la besogne dans le combat pour le droit à la vie. L'orateur a encore constaté que les laïcs, très actifs dans leur profession, sont passifs dans l'Eglise : c'est que la structure de l'Eglise accorde tout le pouvoir au clergé et maintient les laïcs à distance.

d'après E.D.P.

"Le spirituel engendre l'économique".
Boutade ou réalité ? Boutade, répondront peut-être beaucoup et de prime abord. Réalité, soutient R. DELPORTE car le "spirituel est un réaliste qui travaille pour l'humanisation de l'Homme". Si vous en doutez encore, ces lignes vont tenter de vous convaincre.

N.D.L.R.

La croix, le livre et la charue



Il y a vingt-deux ans, le 25.10.1964, Paul VI proclamait au Mont-Cassin, lors de la consécration de la nouvelle basilique, "Saint Benoît, Patron principal de toute l'Europe". Et il justifiait ce titre en montrant que Saint Benoît et ses fils avaient apporté "avec la Croix, le Livre et la Charue, le progrès chrétien aux populations" (1).

Les quelques réflexions qui suivent voudraient essayer de cerner la relation qu'il y a entre LA PRIERE ET LE DEVELOPPEMENT. En rapprochant ces deux termes, certains auront l'impression que l'on "forme un attelage disparate" (Cf. 2 Cor. 2, 6, 19) et pourtant il est certain qu'un développement faisant abstraction de l'aspect spirituel de l'homme est sérieusement tronqué. Non seulement un tel développement est incomplet, mais il est encore déséquilibrant.

(1) Documentation Catholique du 15.11.1964 N° 1436
Col. 1446-1448.

L'HOMME DE QUANTITE

"L'esprit de quantité n'envahit plus le monde moderne, il en est l'âme. La séduction des richesses, l'abondance des biens, le tourbillon des objets ne sont à cet égard que symptômes très superficiels... L'économie impère notre siècle, en façonne les vocabulaires, les analyses, les mentalités. Elle domine et modèle l'organisation de la cité, les rapports entre individus, les relations entre Etats, l'évolution des nations, le développement des peuples" (2).

En ce sens, il faudrait décorer, lors du premier mai, les MACHINES (tracteurs et autres monstres d'acier), car ils sont plus "productifs" que les hommes : leur rendement quantitatif est de loin supérieur à celui des deux bras du pauvre africain qui manie la houe à longueur de journée sur un sol ingrat. Le Produit National Brut (P.N.B.) est devenu un dieu auquel il faut tout sacrifier, mais c'est un Moloch qui n'est jamais rassasié. "Produire pour produire" : mais qui donc achètera, si mes produits sont chers et mes voisins pauvres ? Et il est bien entendu que le bénéfice est le nerf moteur de cette manie productrice ! Qui de nous, en Afrique, n'a pas entendu des "experts occidentaux" parler sur un ton de haute commisération, des économies de subsistance, propres aux sociétés primitives ?

"L'absence de développement technique les empêchait de produire assez pour constituer des stocks. Ainsi, sans distance par rapport aux nécessités immédiates, étaient-ils en proie à l'angoisse,

(2) Bernard ROWE, "L'homme de quantité", p. 16,
Ed. Gallimard 1977, Collection Voies Ouvertes.

toujours au bord de la famine. Telles sont les idées simples sur lesquelles nous avons vécu. Or la réalité est radicalement différente. Marshal SAHLINS l'a montré dans son livre : AGE DE PIERRE, AGE D'ABONDANCE... Une vérité scandaleuse commence à émerger : les sociétés primitives ont refusé l'économie. Les "sauvages" ont fait et réalisé le projet de travailler pour vivre et non vivre pour produire... Des hommes ont mis la liberté dans l'existence quotidienne, le repos et le jeu, avant le désir d'entasser. Ils pouvaient stocker : une sagesse les a retenus... Les sauvages, c'est nous qui avons un trou de néant à la place de l'esprit et du cœur... Car l'ère des grandes famines, c'est la nôtre, quand la technique est devenue toute puissante. Seulement, nous ne voulons pas le savoir" (3).

Bien sûr, il ne s'agit pas de retourner à cet état rousseauiste du "bon sauvage", ni d'écrire une encyclopédie "Populorum regressio", mais de chercher à travers ce temps de technique qui est le nôtre, un passage vers le Royaume. Peut-être après cette démente de la production, resurgira la sagesse millénaire qui cherche le bonheur dans la vie quotidienne, dans le partage de l'amour, et dans la paix intérieure qui rend possible le "poème", c'est-à-dire le gratuit, denrée rare à l'aube du XXIème siècle !

L'HOMME SPIRITUEL

Cet "homme de quantité" préoccupé d'entasser et de thésauriser pour lui-même est un insensé (Luc 12, 20-21). On peut lui opposer l'homme sage,

(3) Jean SULLIVAN, "La traversée des illusions", pp. 47-48, Ed. Gallimard 1977.

qui s'intéresse à la qualité de la vie, qui voit l'essentiel et ne se laisse pas engluier dans la richesse. Il ne s'agit pas tellement de "fuir le monde" - et d'ailleurs comment l'homme pourrait-il échapper à sa condition charnelle aussi longtemps qu'il vit dans l'histoire - mais bien de vivre AUTREMENT. Retrouver la véritable échelle des valeurs est le secret du bonheur. Ne pensons pas que l'homme spirituel est un rêveur, un homme qui ne vit plus sur terre : c'est un réaliste. Léo MOULIN, un historien de grande classe, tout agnostique qu'il soit, reconnaît QUE LE SPIRITUEL ENGENDRE L'ECONOMIQUE. Il analyse l'influence sociale et économique de monastères durant le Moyen Age. Les moines, pour qui la première tâche est de louer le Seigneur, consacrent cependant un temps important au travail manuel : ce sont des défricheurs, des chercheurs et des producteurs. Etant sobres consommateurs, ils vont accumuler rapidement des richesses. Celles-ci seront souvent redistribuées aux pauvres sous formes d'aumônes, investies dans de nouvelles fondations ou dans des constructions de prestige extrêmement coûteuses (Cf. les églises de Cluny). Lorsque l'esprit de richesse et de possession fera dévier l'idéal monastique de détachement, l'histoire, avec ses révolutions violentes, se chargera PROVIDENTIELLEMENT de faire "tabula rasa" !

"Le monde monastique est en état, non seulement d'entreprendre de grandes choses, mais encore par ses conseils, son exemple, son expérience et les moyens financiers dont il dispose, d'aider le tiers-monde de l'époque, à savoir la paysannerie ignorante, arriérée et pauvre. Les moines sont l'assistance technique du Moyen-Age" (4).

(4) Léo MOULIN, "La vie quotidienne des Religieux au Moyen Age Xe-XVe siècle. Ed. Hachette-Littérature 1978, p. 252.

Mais si les spirituels sont des réalistes, l'inverse se vérifie beaucoup plus rarement : il y a peu d'économistes qui soient d'authentiques humanistes, car ils ne reconnaissent souvent qu'une seule valeur : l'ARGENT. Et à ce dieu Mammon, on sacrifie allégrement des hommes, des pays et des continents entiers.

L'exploitation, sous les formes multiples qu'elle revêt sur presque tous les points de notre planète, ne se résume-t-elle pas finalement à UTILISER L'HOMME COMME UN SIMPLE MOYEN DE PRODUCTION ? Il y a deux siècles déjà, le philosophe KANT avait donné comme impératif catégorique à toute morale de ne jamais prendre l'homme comme un moyen mais toujours comme une fin.

PRIERE ET DEVELOPEMENT

L'homme spirituel, parce qu'il sert Dieu, ne peut servir l'argent (Luc 16, 13) ; bien sûr, il s'en sert COMME D'UN MOYEN. Mais l'argent doit toujours rester un serviteur. Lorsque le veau d'or devient le Maître, il n'y a pas de pire tyran que lui : il emprisonne ses esclaves ! C'est la réflexion qui me vient à l'esprit lorsque je vois dans nos grandes villes africaines, ces villas de riches : elles disparaissent complètement derrière des murs de trois mètres de haut, garnis en leurs sommets d'innesthétiques tessons de bouteilles ou de barbelés, avec des molosses et des sentinelles armées à l'intérieur de la parcelle... Oui vraiment "la vérité vous rendra libres !" N'adorez pas Mammon !

Peut-être que si nous VIVIONS le Pater que nous prions chaque jour, le Royaume "de vérité, de justice, d'amour et de paix" (préface de la fête du Christ-Roi) viendrait-il remplacer progressivement

sur notre terre le règne de la Mort (songeons à la folie suicidaire de l'arsenal nucléaire, ou aux meurtres planifiés sur une grande échelle, que sont les avortements "légaux" ou autres). La vérité succéderait à la Propagande mensongère qui sert d'idéologie à tous les systèmes totalitaires et dictatoriaux, de gauche ou de droite... ou du centre ! Au lieu de guerres, de violations systématiques des droits de l'homme, on parlerait de justice, de paix et d'amour ! Même la nature, lorsqu'elle est violée et malmenée par la frénésie de la production, se venge sur l'homme : les rivières et les mers, polluées par des déchets radioactifs et autres, deviennent des sources d'empoisonnement ; le régime de pluies est perturbé car l'atmosphère est saturée de gaz nocifs, etc. Et cela parce que le profit est "recherché à tout prix !"

L'homme de prière cherche d'abord le ROYAUME et le reste lui est donné par surcroît (Luc 12, 31). Ce Royaume n'est pas "céleste" au sens qu'il appartiendrait à un tout autre monde que le nôtre. Le Règne advient chaque jour ici-bas lorsque nous reconnaissons dans nos frères humiliés, malades, prisonniers, meurtris et torturés, travailleurs exploités et paysans affamés, LE VISAGE ADORABLE DU FILS, effigie resplendissante du Père. Nous ne serons pas jugés... sur la prière ! Mais sur cette reconnaissance qui découvre au-delà du sang et des crachats, le Visage transfiguré du Thabor.

PRIER, C'EST CHERCHER LE VRAI VISAGE DE DIEU - non pas une idée ou un simple nom, mais la réalité bouleversante de l'Incarnation, le visage du fils de l'Homme, à la fois Serviteur Souffrant et Juge Glorieux (Cf. Mat. 25, 31-46).

Comment établir une fraternité universelle, sans la fonder sur une Paternité commune ? C'est là le drame de tout humanisme athée, qui coupe la branche sur laquelle il est assis. Si la prière me fait voir en tout homme le visage de Dieu, comment

ne pas travailler à le rendre plus humain et plus divin tout à la fois en l'AIMANT ?

CONCLUSION

Si les fils de Saint Benoît ont apporté à l'Europe médiévale le "progrès chrétien", c'est d'abord parce qu'ils avaient aperçu dans la prière, quelque chose du mystère de l'homme et du mystère de Dieu. La Règle leur ordonne de ne rien préférer au Christ, c'est-à-dire que l'HOMME-DIEU doit être l'unique critère absolu de toutes leurs actions.

TOUT le restant - les idéologies, les économies, les techniques - ne peut et ne doit être que secondaire et relatif, "fétus de paille, emportés par le vent", dit le psalmiste !

Ce n'est qu'ensuite - après la CROIX, clé de l'Univers pour déchiffrer l'amour et la souffrance, unis par un mariage incompréhensible - que viennent le LIVRE et la CHARRE, c'est-à-dire la culture avec son double aspect de science et de technique.

SAINT-EXUPÉRY écrivait qu'il n'est de VALEUR QUE D'HOMME, lui que la mécanique défailante avait fait tomber en plein désert - et qui ne dut de survivre qu'au GESTE HUMAIN DE SON FRÈRE TOUTAREG, qui humectait ses lèvres d'eau salvatrice. SAINT-EXUPÉRY était un homme - et un humaniste -. Beau-coup de nos économistes ne sont que des "experts", c'est-à-dire qu'ils sont davantage préoccupés de "bonnes affaires" (le business avant tout !) que de "bonnes actions" - les unes étant souvent exclusives des autres dans un monde où prolifèrent les requins -.

Il y a aussi - Dieu merci - une autre faune : celle des colombes et des Véroniques ! QUELQUES hommes et quelques femmes (ils sont tous jours peu nombreux et leur rareté fait leur valeur,

car ils empêchent l'Espérance de mourir !) croient à d'autres valeurs qu'à celles cotées à la Bourse de New York. Ces prophètes des temps modernes sont des hommes de prière intense : ils témoignent de la venue du Royaume parmi nous. Ils s'intéressent aux valeurs non-cotables !

Un pauvre homme, véritable déchet de nos grands métropoles, disait à Mère TERESA, avant de trépasser : "Je meurs heureux, car maintenant, je sais que je vaudrai quelque chose, que je suis quelqu'un qui compte pour toi : J'AI LU CELA DANS TBS YEUX !".

C'est ce regard de Dieu sur les Pauvres qui changera la face du monde. Terminons sur un autre floretti : un "Monsieur-bien", voyant la crasse et la misère des mourants que Mère TERESA recueillait avec tendresse, lui dit : "Ma soeur, je ne ferais pas ce que vous faites pour tout l'or du monde !" Et de s'attirer cette réponse, digne de l'humour des saints : "Moi non plus, Monsieur !"

R. DELPORTE

"Les échanges de biens matériels ne sont qu'un aspect de la totalité des échanges et les règles d'un commerce équitable ne sont qu'une expression partielle d'une éthique autrement large des relations. Ce sont tous les échanges qu'il faut aménager afin que chacun donne et que chacun reçoive. Tout le monde est maintenant d'accord pour admettre que les pays moins développés ont des valeurs extra-économiques à apporter aux pays les plus développés".

Père LEBRET

La vie religieuse en Afrique s'interroge

UNE AFRIQUE EN RECHERCHE

A l'heure où l'Eglise d'Afrique prend le tournant que l'on a coutume d'appeler évangélisation en profondeur, ses forces vives s'agitent. Les uns dressent des bilans plus ou moins triomphalistes selon les situations alors que d'autres se projettent résolument dans l'avenir pour prévenir le jugement sévère de l'histoire. Certains assistent médusés à la disparition de la merveilleuse ou héroïque époque missionnaire. On s'en doute, la sensibilité religieuse a changé autant que tout l'environnement culturel qui la soutient. Les problèmes socio-politico-économiques présentent d'autres accents. On parle d'indépendances effectives. L'inculturation est devenue un mot magique. C'est comme si chacun sentait qu'il ne peut plus vivre comme avant. On rêve d'une nouvelle école, d'une nouvelle gestion des soins de santé. On exige que chacun prenne des responsabilités dans le développement de ces régions dont les "damnés de la terre" réclament haut le titre de priorité. Et les Eglises sont sommées de marcher au pas ou de disparaître selon les intérêts en cause. A la ville comme dans les milieux ruraux, l'Afrique se cherche. La voie ne semble pas sûre et les atrocités se sont constituées en un spectacle quotidien. La nouvelle sensibilité religieuse et la situation générale provoquent la naissance de plusieurs mouvements magico-religieux et des sectes de plusieurs ordres. L'Afrique est en mal de croyances.

Cependant, tout n'est pas sombre. Des tentatives heureuses se réalisent dans divers domaines et raffermissent des espoirs qui attendent beaucoup trop. Mais peut-être ne faut-il pas être trop pressé. Le chemin se trace lentement.

RELIGIEUX, RELIGIEUSE, QUI ES-TU POUR L'AFRIQUE ?

Les religieux n'échappent pas à ce bouillonnement. L'Afrique, elle aussi leur demande qui ils sont. Que lui apportent-ils ? Ne sont-ils pas des êtres drôles, bizarres, pour le moins inutiles ? Ne sont-ils pas des organismes de bienfaisances convoités qui défont la planification des gouvernements et des Eglises locales ? Pourquoi restent-ils signes d'espérance aux yeux de certains ? Continueront-ils longtemps à vivre comme ils vivent ? Et leur richesse ? Comment la comprendre ? En définitive, quel est le sens d'une vie religieuse en Afrique ? Cette Afrique assoiffée de fécondité malgré tous les programmes contraires. Cette Afrique résolument tournée vers l'indépendance, vers le développement et l'avoir-plus, comment peut-elle se payer le luxe de s'engorger de vie religieuse ?

Toutes des questions fondamentales qui mettent la vie religieuse en demeure de s'expliquer et de se restituer. Elle n'échappera plus longtemps au labeur de l'auto-critique. Celle-ci a déjà commencé. Des religieux qui se sont assignés le ministère de vigilance ont déjà tiré la sonnette d'alarme et des analyses sont déjà initiées. Nous avons écouté un dominicain Burkinabé s'interroger et nous voudrions revivre son analyse de la situation, une lecture qui devra provoquer des réflexions approfondies et des décisions audacieuses dans nos congrégations. Religieux, Religieuses, qui êtes-vous pour cette Afrique ?

Réalité méconnue et contestée

Tel est le constat du frère Sidbé SEMPORE, prêtre dominicain, responsable de la zone Afrique de l'Ouest dans l'Ordre de Saint Dominique.

En considérant la situation de l'Afrique, il observe que les évangélisateurs de l'Afrique ont été à la presque totalité des religieux, chaque congrégation ayant eu un territoire sous sa juridiction, avec ce que cela suppose de zèle et de conflits. Dans les pays de mission, l'objectif primordial était de faire surgir et d'édifier des communautés chrétiennes. Cette préoccupation a fait que l'on a privilégié l'aspect d'efficacité. Le temps était aux ouvriers actifs. Comme on le sait, jusqu'à Pie XII, il n'était pratiquement pas permis aux contemplatifs d'aller en mission. C'était dans ce contexte que la vie religieuse se présentait sous le tableau suivant :

■ Du côté des hommes on avait :

- Les Pères : qui pouvaient "dire" la messe et "administrer" les sacrements.
- Les Frères : qui ne pouvaient ni "dire" la messe ni "administrer" les sacrements, mais s'occupaient de tâches matérielles et subalternes.
- Les Abbés : Dans le système francophone, c'était les prêtres africains qui étaient considérés comme les auxiliaires et les collaborateurs des Pères.
- Du côté des femmes, on avait :
- Les Mères et les Soeurs qui constituaient la ré-

plique féminine des Pères, sauf qu'elles ne pouvaient pas dire la messe.

On s'en doute, dans ce climat, le religieux était défini par ce qu'il faisait. La fondation par les évêques de congrégations locales fut l'occasion pour les Eglises naissantes de redéfinir ce qu'est la vie religieuse. Il fallait expliquer aux gens ce qu'on mettait sur pied. Mais la définition s'attachait toujours à ce que l'on voulait dire. Il n'y a que le célibat qui a été explicité d'avantage. On se souviendra du cas des Frères de Saint Joseph partout fondés au Zaïre, au Rwanda et au Burundi pour s'occuper de tâches matérielles et constituer une main d'oeuvre pour les missionnaires.

La conclusion qui se dégage de l'analyse d'une telle situation est claire. La vie religieuse est peu connue dans sa signification fondamentale. Chez les prêtres, le sacerdoce occulte la réalité de la vie religieuse. Les non-prêtres ne sont vus que dans leur rapport avec le sacerdoce. On fait toujours une comparaison entre la vie des frères et celle des pères, la première étant infériorisée.

Chez les soeurs, on met l'accent sur l'aspect service. Ceci a un caractère positif, mais on est loin de vivre une compréhension en profondeur. Même chez les contemplatifs, les chrétiens ne sont surtout sensibles qu'à l'originalité de leur mode de vie en ne considérant que le caractère héroïque et singulier, bien qu'on perçoit chez eux une ressemblance avec la vie du village.

Malgré cette perception qui ne manque pas d'être superficielle, la vie religieuse continue. Néanmoins, les esprits s'éveillent et des questions fusent de partout pour interroger tous les éléments qui sont tombés dans l'insignifiance. Aussi est-il

utile de revenir à ces contestations qui se formulent de partout.

— Contestations qui viennent du clergé contre les instituts et les congrégations internationales (épargnant relativement les contemplatifs) :

- * Jouer sur deux tableaux en s'appuyant sur l'obéissance aux supérieurs religieux pour échapper à l'autorité des évêques.
- * Constituer un corps libre - un Etat dans un Etat - une pastorale parallèle "selon leur charisme propre". C'est cette situation qui conduirait les évêques à certaines mesures répressives comme la non-installation des noviciats.
- * Les instituts internationaux "écrament" les meilleurs dans leur recrutement.
- * Désir secret ou à peine voilé de promotion sociale personnelle (Etudes plus facilement garanties - Standing de vie élevé et sécurisé).
- * Beaucoup de liberté d'action qui conduit à l'insoumission.
- * Inféodation de façon paresseuse à de vieux instituts nés ailleurs qui ne répondent pas à la réalité de l'Afrique d'aujourd'hui au lieu de créer quelque chose de typiquement africain.

— Contestations qui viennent des laïcs :

- Un mode de vie trop élevé et en contraste avec celui du reste de la population.
- La puissance des moyens d'action qui écrase à la longue.
- Un manque de disponibilité, d'accueil et du sens de partage.
- L'hypocrisie dans les relations avec le monde extérieur.

— Contestations qui viennent des religieux eux-mêmes :

► On ne comprend plus tel ou tel aspect proposé dans la vie religieuse, notamment la teneur, la signification et la pertinence de tel ou tel voeu dans la mentalité africaine.

D'aucuns seraient tentés de rêver à l'apocalypse devant ce tableau qui paraît sombre à bien des égards. Qu'on ne s'y trompe pas. La vie religieuse existe et se développe en Afrique. Mais on sent qu'elle est encore fragile. Elle demande à être mieux explicitée. Elle appelle les réformes pour être mieux comprise face à l'Evangile et face à l'Afrique. Ceci nous amène à écouter les interpellations que lui adresse l'Eglise d'Afrique dans le sens de l'annonce d'une Bonne Nouvelle qui restaure l'Afrique.

INTERPELLATION DE L'AFRIQUE A LA VIE RELIGIEUSE

Tout le monde en parle aujourd'hui. L'Afrique est devenue un carrefour d'options contradictoires. Mais dans ce tissu complexe, il s'avère urgent d'établir des priorités pour ne pas disperser les énergies. Et notre témoin du Burkina en propose deux, retenues pour leur urgence. Tout homme vivant en Afrique se trouve confronté à la réalité de :

- la pauvreté à vaincre
- la dignité à promouvoir

Et notre frère Sidé s'explique. Aujourd'hui, la pauvreté constitue le spectacle quotidien et se présente sous plusieurs visages. Il y a des pauvretés issues de la tradition. Celles-ci se trouvent accentuées par les pauvretés nées de la colonisation, de l'indépendance et de l'interdépendance. Nous rejoignons ici toutes les pauvretés dont l'africain est à la fois l'agent et la victime.

Pour ce qui est de la dignité, il s'agit de reconstruire l'homme dans son intégralité pour promouvoir ou restaurer sa dignité partout où il subit l'agression et l'humiliation.

Face à cette situation, des institutions se mobilisent et des programmes s'échafaudent avec les diverses idéologies qui les inspirent. Les religieux tombent dans ce contexte, interpellés par ce fait massif. Comme on le sait, une situation semblable en Amérique latine a conduit l'Eglise et les religieux à faire de la lutte contre la pauvreté une option préférentielle.

Pour l'Afrique, il s'agit de beaucoup plus qu'une option préférentielle. La lutte s'impose. La vie religieuse est ainsi mise en demeure de quitter le cadre de la perfection personnelle et du salut pour soi pour s'ouvrir à la violence du fait de la pauvreté et de la dignité à restaurer.

La démarche religieuse n'aura plus droit de se dissocier du sort de la majorité souffrante. A la suite de Jésus-Christ dans son annonce de la Bonne Nouvelle, les religieux sont appelés à s'engager dans des oeuvres de miséricorde qui veulent l'homme debout, redonner à l'homme une nouvelle identité. Il s'agit de se situer de façon neuve et résolue en solidarité avec les pauvres.

La vie religieuse, sous sa forme active comme dans sa version contemplative est essentiellement missionnaire. Une mission vers les pauvres et les aliénés s'impose à elle. Ainsi sommes-nous placés en face d'une double tâche :

~ celle de la redéfinition de la vie religieuse
~ celle de la conscientisation des religieux sur les causes et les conséquences concrètes de l'interpellation qui leur est adressée.

INTERPELLATION DE L'EGLISE

L'Eglise d'Afrique, comme l'Eglise universelle, est à la recherche de signes qui manifestent la grâce de Dieu, la gratuité des dons de Dieu et la présence de l'Esprit. Cette quête transparaît à travers toutes les attentes qui s'expriment de tous côtés. Le dominicain Burkinabé pour ce qui le concerne réveille les religieux sur trois milieux d'Eglise qu'on ne pourra plus longtemps ignorer.

► Les jeunes

Devant la faillite des régimes et des idéologies, un nombre toujours croissant de jeunes se tournent vers les religieux pour quêter un peu d'espoir, pour redonner un sens à la vie. La vie religieuse leur semble être un espace d'espérance guérissant des illusions et se gardant de promesses fallacieuses. Réalise-t-on assez ces attentes pour ne pas les décevoir ? Il y a là un défi à relever. Revenir à Dieu, comme à un horizon sûr dans la prière, revenir à l'homme comme à une expérience de solidarité dans la vie communautaire, tels sont les deux axes que les jeunes veulent découvrir et qu'ils idéalisent chez les religieux. Un pari à tenir !

► Les laissés-pour-compte de l'Evangélisation

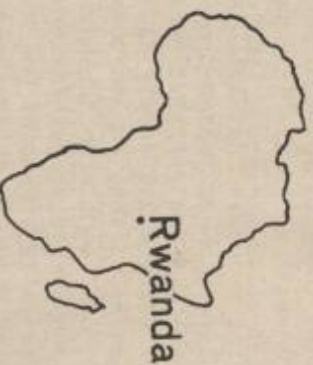
Nous rejoignons ici les oubliés et les déçus du christianisme. L'esprit attentif y percevra une situation de pauvreté. Ce sont les pauvres de l'Eglise que la pastorale ne touche guère ou qu'elle laisse à mi-chemin de leurs aspirations. On les appelle aujourd'hui les "non-évangélisés", les "mal-évangélisés", les "mal-croyants". On les retrouve parmi les délinquants, les exclus des sacrements,

Carnet

Septembre

Octobre

1986



VIVE MUSEVENI !



"L'Ouganda ne permettra jamais que des troupes armées attaquent le Rwanda à partir de son territoire". Tel est en une phrase le message du Président ougandais, M. Yoweri Kagame MUSEVENI, au peuple rwandais lors de sa première visite officielle au Rwanda du 29-31 octobre. Il a répété quatre fois ce message pour rassurer le peuple rwandais qui, selon la rumeur publique, craignait une attaque armée des réfugiés rwandais vivant en Ouganda. Le Président ougandais devait déclarer également qu'"aucun sang rwandais ne coule dans ses veines" coupant ainsi court à d'autres rumeurs selon lesquelles il serait d'origine rwandaise.

Ce double message a rassuré le Rwanda qui n'avait ménagé aucun effort pour réserver au Président ougandais un accueil des plus chaleureux. Le Chef de l'Etat rwandais avait été accueillir son homologue au poste-frontière de Gatuna en Préfecture de Byumba. A bord de trois hélicoptères rwandais les

les sympathisants des sectes, les travailleurs urbains ainsi que toutes les autres catégories qui répugnent aux milieux ecclésiastiques aux mains propres. La vie religieuse ne pourra plus longtemps rester indifférente à ces marginaux créés par le genre de pastorale que nous pratiquons.

► La soif d'universalité

La réalité africaine d'aujourd'hui propose un spectacle de divisions qui deviennent chaque jour toujours plus intolérables. Chacun aspire à la constitution d'une communauté de soeurs et de frères sans frontières.

Il est demandé à la vie religieuse d'annoncer et d'être cet espace de fraternité où se fondent sans se combattre les différences. Saura-t-elle relever ce défi ?

Nous voici à la fin du dialogue avec notre dominicain de l'Afrique de l'Ouest. On le sent bien, il s'est agi beaucoup plus de questions que de réponses. Cependant, pour l'esprit averti, des orientations se prennent déjà. Revenu au fondement qu'est le Christ, le religieux africain devra trouver la formule pour articuler l'axe de l'horizon vers Dieu et le chemin de l'homme. Le spectacle de la pauvreté et l'impératif de la lutte pour la dignité de l'homme ne manqueront pas de le mobiliser. Notre religieux s'habituerà à quitter le sentier de la répétition. Il aura l'audace de se remettre en question. Il devra "se salir" un peu en allant du côté des exclus de la pastorale des "fidèles". C'est à ce prix que pourra se bâtir peu à peu cette communauté universelle que chacun appelle de ses vœux.

La question devra rebondir et provoquer des réflexions et des engagements toujours plus approfondis. Religieuses, Religieux, qui êtes-vous pour l'Afrique ? On ne se cachera plus longtemps derrière l'habit et le couvent.

E. NTAKARUTIMANA

deux Chefs d'Etat et leurs suites avaient regagné l'aéroport international Grégoire KAYIBANDA pour un accueil encore plus solennel. La population rwandaise a enfin vu cet homme à qui elle vouait étonnement et admiration.

Le Chef de l'Etat rwandais, M. HABYARIMA-NA Juvenal, éleva son hôte au grade de "Grand-Croix de l'Ordre national des Mille-Colines". Il lui prêta son avion personnel quand M. MUSEVENI se rendit en visite officielle au Burundi du 31 octobre au 2 novembre. A son retour de Bujumbura le Chef de l'Etat ougandais fut accueilli à Kigali par son homologue rwandais qui le raccompagna en hélicoptère jusqu'à Gatuna. Une visite donc placée sous les bons auspices puisque même la pluie qui avait tari venait de tomber depuis quelques jours. Ainsi était effacée une autre inquiétude: la menace de la sécheresse.

Le Chef de l'Etat ougandais n'a pas été insensible à ces marques de "fraternité" venant d'un peuple appartenant à la même communauté de langues. Elles s'ajoutaient à l'aide que le Rwanda lui avait apportée avant son accession au pouvoir en lui facilitant notamment des passages sur son territoire. M. MUSEVENI a tenu à en remercier publiquement le Chef de l'Etat rwandais.



HALTE AUX SECTES !

La Cour de Sureté de l'Etat a jugé du 2 au 17 octobre 298 membres des sectes : Les Témoins de Jéhovah ; Abarokore (les sauvés) ; Les Tempérants d'Afrique Centrale ; Abantu b'Imana bihana (les enfants de Dieu repentants). Ces personnes étaient accusées de travailler dans l'illégalité puisque leurs associations ne se sont pas préalablement fait reconnaître devant la loi. Mais elles étaient accusées surtout :

► "d'incitation de la population contre les pouvoirs établis" en refusant notamment de faire de l'animation et de payer les cotisations du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement

► "d'outrage au drapeau ou aux insignes officiels de souveraineté de la République". Ils refusaient de saluer le drapeau et de chanter l'hymne national

► "de provocation à désobéir à la force obligatoire" en refusant de faire l'Umuganda (travaux communautaires), d'envoyer leurs enfants à l'école, de se faire soigner par transfusion sanguine.

Tous ont plaidé non coupables à part deux repentis libérés immédiatement. Le ministère public avait requis des peines de 5 à 15 ans d'emprisonnement ferme. La Cour de Sureté de l'Etat s'est montrée légèrement moins sévère. Elle a prononcé des peines de 4 à 12 ans avec atténuation des peines pour les illettrés. Les mineurs ont vu leurs peines diminuées de moitié. La Cour de Sureté de l'Etat n'a pas retenu, faute de preuves, les accusations relatives au refus de chanter l'hymne national et à l'outrage au drapeau national.

Les plus lourdes condamnations (12 ans) ont frappé en fait trois témoins de Jéhovah :

M. Augustin MUPAYINDUHURA (ex Directeur-Général au Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire), son épouse Rachel NDAYISHIMYE et M. RWAGASORE, ré-serviste. Les deux premiers pour "avoir trahi la confiance que le gouvernement avait mise en eux en leur confiant de grandes responsabilités"; le troisième pour "avoir déclaré qu'il ne défendrait pas la patrie en cas d'une agression extérieure".

L'Eglise Adventiste du 7e Jour dont sont issus les "ABAROKORE" s'était désolidarisée de ceux-ci en réaffirmant son soutien inconditionnel aux institutions du pays. C'était au cours de sa chronique religieuse hebdomadaire radiodiffusée, juste avant l'ouverture du procès.



POUR UN DEVELOPPEMENT INTEGRE

"Le développement intégré". Tel était le thème de deux sessions organisées du 15 au 27 septembre au Centre National de Pastorale. Elles étaient animées par le Professeur René VALETTE et M. l'Abbé Etienne FAYET tous deux de l'Université Catholique de Lyon. Ces sessions ont rassemblé + 30 personnes (en tout) : prêtres, religieux(es), laïcs(ques). Ils ont débattu ce thème sous quatre angles : le mal développement ; le choix du développement intégré ; les conditions de sa réussite ; la relation Développement-Ethique et Foi.

Selon les participants, le gouvernement rwandais a opté pour le développement intégré mais certains obstacles doivent être surmontés pour sa réalisation. Quant à l'Eglise Catholique, elle doit jouer un rôle clef même s'il n'est pas toujours facile dans la poursuite de ce développement.

Le même thème (développement intégré) a fait l'objet d'une Conférence publique donnée par M. VALETTE et ce en marge des deux sessions. C'est dire l'importance et l'actualité du sujet. Nous y reviendrons.



JUBILE D'ARGENT POUR LE DIOCESE DE RUHENGARI

Mercredi 15 octobre. Le Diocèse de Ruhengeri célèbre en toute solennité les 25 ans de sa fondation. Le Chef de l'Etat a répondu personnellement à l'invitation. Par la voix du Ministre de la Santé Publique et des Affaires Sociales, le Gouvernement promet 10 millions de francs rwandais comme contribution à la construction d'un petit séminaire du Diocèse. Mais il condamne une fois de plus les quel-

ques sectes accusées de s'opposer aux institutions nationales. N'est-il pas vrai en effet que "toute bonne autorité vient de Dieu" ?

Kappelons que le premier évêque de Ruhengeri, Mgr MANYURANE, est mort avant son sacre dans des circonstances obscures. C'était en 1961.



RETOUR AUX SOURCES

La célébration sur tout le territoire de la Deuxième Journée Nationale de la Culture, le 8 septembre, a démontré une fois de plus que le Rwanda entend retourner à ses sources. Toutes les manifestations ont évoqué en effet des scènes du mariage traditionnel, de la fête de la moisson, du respect dû aux parents tandis que les instruments de musique traditionnelle étaient à l'honneur. Le clou de la journée fut une soirée culturelle à laquelle assistait le Chef de l'Etat. Elle était animée par le ballet national URUKEREREZA ainsi que par les deux premiers lauréats dans chaque catégorie d'un concours de musique traditionnelle organisée l'avant-veille. On décerna trois médailles de mérite culturel à certains routiers de la culture et un prix spécial pour un cithariste chanteur de la culture. Les autorités n'avaient pas oublié de dénoncer encore une fois les produits cosmétiques, la drogue les jeux de hasard.



EXPOSITION-VENTE SUR LA PÊCHE ET LA PISCICULTURE

Les auteurs de l'Exposition-Vente sur la pêche et la pisciculture qui a eu lieu du 13 au 18 octobre ont dû éprouver quelque regret. Il y avait en effet de nombreux visiteurs attirés surtout par

le désir d'acheter quelques poissons mais dont beaucoup sont repartis presque les mains vides. L'exposition était organisée par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Forêts et par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation (le 16 octobre). Elle a prouvé que notre production de poissons est encore très insuffisante alors que la ville offre un marché certain.



QUAND LA PRIÈRE S'INCARNE !

Un groupe de prière et de réflexion d'une dizaine de personnes (deux Pères, un Abbé, une Religieuse, des laïcs) ont décidé de venir en aide à des femmes en détresse. Non seulement par la prière mais aussi par l'action grâce à la création d'un centre d'accueil et de formation du nom de ce groupe "UMUSHUMBA MWIZA" (le Bon Pasteur). La gestion du Centre est confiée à une Congrégation religieuse canadienne du même nom et poursuivant le même idéal. L'exploitation d'une parcelle de 23 ha mise gratuitement à la disposition de cette ASBL permettra à ces femmes de gagner leur pain et de retrouver leur dignité. Ce centre dont la première pierre a été posée le 29 octobre par l'épouse du Chef de l'État pourra compter sur le soutien des autorités civiles et religieuses.



LA DOCUMENTATION CLEF DU DEVELOPPEMENT

"La documentation est une clef du savoir et un instrument de décision indispensable pour une prise de position ou de décision que ce soit dans la politique, dans l'administration ou dans la gestion de n'importe quelle entreprise" (A.R.P. du 21.10.86, p. 5).

Tel est le message du Secrétaire Exécutif de l'O.B.K. (Organisation pour l'aménagement et le développement du Bassin de la rivière Kagera) à 28 documentalistes rwandais et burundais réunis dans un séminaire de formation à Kigali en octobre dernier. Un bon service de documentation nous ferait en effet gagner beaucoup et à tout point de vue, à nous habitants des pays pauvres.

Mais nos archives sont perçues comme un entrepôt de documents vieillots et inutiles attendant la destruction. Nos chercheurs doivent gagner les capitaux européennes et américaines pour trouver des documents sur notre pays. S'il en était besoin l'exposition "un siècle de documentation africaine 1885-1985" est venue le rappeler. Organisée par l'Ambassade de Belgique au Rwanda, elle se tenait à Kigali du 15 au 27 septembre dans le cadre de la Deuxième Journée Nationale de la Culture. Objet : montrer toute la richesse de la bibliothèque et des archives africaines basées ... en Belgique !

DIALOGUE

**C'est encore le moment
de vous (ré)abonner à DIALOGUE**

POUR LE RWANDA :

ABONNEMENT ORDINAIRE : 800 FRW

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 1000 FRW !

POUR L'ETRANGER :

RÉFÉREZ-VOUS À LA PAGE

COUVERTURE

A travers livres et revues

"A LA SOURCE DU NIL"

Baudouin PATERNOSTRE DE LA MAIRIEU
Préface d'Haroun Tazief
108 pages. Editions Téqui
Collection "Terre des Hommes"

Ce livre est un petit chef-d'oeuvre. Une miniature. Comment pouvoir condenser en une centaine de pages tant de renseignements et d'informations sur un pays ? Cela s'explique par la connaissance exacte de l'auteur sur le Rwanda où il a vécu et travaillé pendant de nombreuses années dans les milieux officiels du plus haut niveau ... par la passion qu'il éprouvait pour mieux connaître les Rwandais, par la culture qu'il a de l'Afrique et plus spécialement du Rwanda ... par les liens multiples de sympathie et d'amitié qu'il y avait forgés. Et l'auteur a le talent de s'effacer pour laisser les faits, les proverbes, les événements, les situations se raconter eux-mêmes.

Ce livre rendra service tout en les ravissant, aux touristes avides de découvertes, s'ils le lisent dans l'avion qui les amènera à Kigali.

Ce livre comblera de satisfaction tous ceux qui connaissent le Rwanda. Après sa lecture, ils se prendront à rêver des "mille collines du Rwanda" (sous-titre du livre). Ils le fermeront sans hâte emportés dans la méditation et la réflexion en profondeur sur tout ce qu'ils ont apprécié dans ce pays qui reste un joyau de notre monde.

A. DEJEMPEPE



Il suffisait d'y penser ...

Dans les faubourgs de New-Delhi, une doctoresse Indienne, Karleen DORAIRAJ, s'inspirant des travaux des Docteurs BILLINGS, a constaté que pour 80% des femmes, la période de fécondité ne dépassait pas 4 journées par cycle menstruel. Elle a surtout constaté qu'il était très facile à ces femmes de reconnaître les signes manifestant cette fécondité.

Cette découverte, qui peut aider beaucoup de couples désireux d'espacer les naissances par des moyens naturels, a été exposée en français et en kinyarwanda dans deux petites brochures éditées par le CCDFP de Nyakabanda. En français elle s'intitule: "AVOIR UN ENFANT OU NON - SE CONNAÎTRE ET CHOISIR" - et en kinyarwanda: "KUBYARA CYANGWA KUTABYARA - TWIMENYE, DUHITEMO".

Une courte introduction résume très clairement toute la problématique de la méthode :

- Ce que tout le monde savait : le phénomène des règles
- Ce que les femmes étaient seules à savoir : la sensation d'humidité 3 ou 4 jours par cycle
- Ce que les chercheurs ont enfin pu savoir : la relation entre fécondité et sensation d'humidité
- Ce que chaque foyer doit savoir : quand faut-il s'abstenir si l'on veut, par cette méthode, éviter une naissance.

C'est simple ... comme l'"oeuf" de Christophe COLOMB, il suffisait d'y penser ...

Cette brochure est en vente au Centre National de Pastorale, à la Librairie Caritas, ...

M. DONNET

Courrier des lecteurs

UNE VOIX QUI DERANGE !

On l'aime ou on ne l'aime pas mais il ne laisse personne indifférent. Cette sentence pourrait s'appliquer à Monsieur MANIRAGABA Balibutsa dont les livres continuent de susciter des réactions. Nous vous proposons celle du Pasteur MUSOMINALI Paulin qui vient de présenter un mémoire de fin d'études à l'Ecole de Théologie de Butare sous le titre : "Les sacrifices humains antiques et le mythe christologique", mai 1986.

M.D.L.R.



Pas convaincant !

THESE DE MANIRAGABA

Dans son ouvrage, "Les sacrifices humains antiques et le mythe christologique", MANIRAGABA établit une relation entre l'interprétation de la mort de Jésus sur la croix et l'idéologie des sacrifices

humains antiques pratiqués dans le monde méditerranéen. Il prétend démontrer que le Christianisme n'a rien d'original ni de transcendant par rapport aux paganismes. Il termine en lançant une invitation aux chrétiens à réfléchir sérieusement sur les origines et la nature profonde de leur religion.

La thèse de base de la réflexion de MANIRAGABA Balibutsa est la conviction que l'homme s'est forgé des dieux auxquels il doit se soumettre pour ne pas subir un châtiment. Quand il commet des péchés, il doit offrir des sacrifices pour apaiser la colère de ses dieux. Ces sacrifices peuvent, dans certains cas, être des sacrifices humains. D'après MANIRAGABA, l'Ancien Testament fonctionne selon ce même principe, y compris les sacrifices humains reconnus et approuvés par le Dieu du peuple d'Israël. La mort de Jésus relève aussi de cette même conception. MANIRAGABA réduit les interprétations du Nouveau Testament sur la mort de Jésus à un seul sens, le sacrifice, et la mort de Jésus devient ainsi le sacrifice humain.

ERREUR !

Or, l'étude du sens du sacrifice dans l'Ancien Testament nous a permis de découvrir que le sacrifice n'a pas pour fonction de manipuler la divinité ou de détourner le châtiment, mais qu'il est un signe de grâce institué par Dieu pour exprimer la repentance, le pardon et la communion. Cette fonction n'accorde aucune place aux sacrifices humains, totalement réprouvés et condamnés par le Dieu du peuple d'Israël.

Et l'étude du Nouveau Testament nous a rappelé que Jésus Christ a ouvert un temps nouveau

autre que celui du sacrifice. Il y a une nouvelle relation entre l'homme et Dieu, le code sacrificiel a été aboli. L'événement qui ouvre cette période nouvelle, la mort et la résurrection de Jésus, a été interprété, par les premiers chrétiens, de plusieurs manières selon le langage, la situation et les contextes culturels de l'époque. Nous avons nous aussi à comprendre ce message et à le réinterpréter selon notre langage mais en nous rappelant qu'"un texte biblique sorti de son contexte ne peut être qu'un prétexte". En effet, quand on choisit un thème à étudier et à débattre à partir des textes bibliques, il arrive qu'on se contente de prendre les passages soutenant l'hypothèse donnée sans tenir compte du contexte.

PLUS SCIENTIFIQUE QUE THEOLOGIQUE

On risque alors de se fixer sur des représentations qui sont, en fait, étrangères à la tradition biblique et qui ne reproduisent que ce que l'on a auparavant décidé d'y trouver. C'est ce que semble faire MANIRAGABA. Il ignore, à mon avis, le langage biblique pour adopter des représentations mythologiques à partir desquelles il reproche au christianisme d'avoir créé un être monstrueux : Jésus-Christ-logos moitié-homme, moitié-dieu, donc un être mystérieux. Pourtant une étude approfondie des textes du Nouveau Testament, selon le contexte dans lequel ils ont été écrits, nous permet de découvrir le message central du Nouveau Testament fondé sur l'amour de Dieu et non sur l'interprétation sacrificielle de la mort de Jésus comme le dit MANIRAGABA. Enfin, oeuvre à prétention scientifique, l'ouvrage de MANIRAGABA nous oblige à réfléchir sur le fondement de notre foi mais ne nous aide pas à découvrir la réalité du message biblique.

P. MUSOMINALI

La revue Dialogue est une revue d'information et de réflexion. Elle paraît tous les deux mois.

DIALOGUE aborde tous les problèmes économiques, sociaux, culturels, politiques, religieux et autres, qui intéressent surtout le Rwanda.

Sans être l'organe officiel d'une Eglise, Dialogue envisage les problèmes traités dans une perspective chrétienne.

DIALOGUE — B.P. 572 KIGALI Téléphone 4178

Abonnements: Rwanda: Un an: 800 fr. rwandais / Etudiant 600 fr.

Abonnement de soutien: 1000 fr. rwandais

Banque Commerciale du Rwanda n° 3778/92 Kigali

ou par mandat-poste Dialogue B.P. 572 Kigali

ou par un Economat Général.

On peut aussi souscrire un abonnement chez le Père Louis PIEN à Gemeca (Procure de Kigali).

Burundi: Un an: 1000 fr. bu.

Dominicains — B.P. 2960 Bujumbura

Etranger: Un an: 1000 fr. belges, 50 Fr. suisses ou 2500 Fr. rwandais

CCP 000-1495122-61 Pierre Masson, Bruxelles

CCP 17-2941-6, Revue Dialogue Rwanda R. Aebischer, Fribourg Suisse

En vente: à la Librairie Cortius, à Kigali

: à la Librairie Universitaire, Butare

150 Frw. le numéro.

Adresser la correspondance:

Rédaction et Abonnements « Dialogue » B.P. 572 Kigali

IMPRIMERIE DE KAGAYI